

T2137-481-8,00 F



ISSN 0026 9433

# le monde hebdô Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 481 JEUDI 31 MARS 1983 8,00 F

## l'austérité protectionniste



Fap. 2520

**JEUDI 7 AVRIL. 18H55.**

**LA FÉDÉRATION ANARCHISTE**

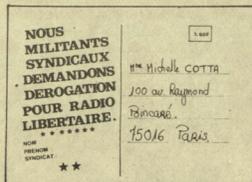
PRÉSENTERA SES PROPOSITIONS ET DÉFENDRA RADIO LIBERTAIRE.



Affiche éditée par le secrétariat aux Relations extérieures. Prix : 2 F l'unité ; 0,50 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.



Carte postale éditée par des anarcho-sindicalistes de la FA, en soutien à Radio-Libertaire. Elle est gratuite et disponible à la librairie du Monde libertaire.



## PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupes de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupes « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h 30 à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h 30.

Groupes du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanence chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg.

Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.

Groupes de Noyon : permanence le 1<sup>er</sup> jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.

Groupes Michel Bakounine : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupes Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébelllo, Toulon.

Groupes de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupes de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupes du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.

Groupes du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupes d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinol c/o BP 7, 80330 Longueueu.

Groupes Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupes « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupes Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupes « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupes Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.

Groupes d'Antzy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupes Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupes Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupes Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.

Groupes d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupes Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18<sup>e</sup>.

Groupes de Beauvais : permanence le 1<sup>er</sup> mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Bruno : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupes de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafétéria de l'UIT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenois, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).

Liaison de Lyon : permanence les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

## COMMUNIQUÉS

• Le groupe Albert Camus de Toulouse informe ses sympathisants et toutes les personnes intéressées qu'il tiendra ses permanences dans les locaux du CEAC (Cercle d'études Albert Camus) au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h 30 à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h 30, ceci en plus de la table de presse du dimanche à Saint-Sernin.

• Un nouveau groupe s'est constitué à Toulouse — Transit. Son implantation géographique est la moitié nord de la ville. Ses activités actuelles : campagne anti-électorale, lutte anti-nucléaire, campagne contre le protocole d'accord armée-école...

Les personnes intéressées par les activités du groupe Transit peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures.



Affiche éditée par le groupe libertaire de Versailles, en soutien au Comité actions familles prison (BP 15, 78151 Le Chesnay cedex). Prix : 5 F l'unité, 1 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

## Sommaire

PAGE 3  
En bref  
Semaine du livre anarchiste à Angers  
Editorial  
Pas d'armée à l'école !  
Vas-y Huguette

PAGE 4  
Protocoles d'accord Henu/Savary  
Travailleurs paysans contre la SAFER  
Marseille et l'immigration

PAGE 5  
La grogne dans la médecine

PAGE 6  
La symbiose armée/recherche

PAGE 7  
Le marxisme mène-t-il à l'anarchisme ?

PAGE 8  
La grâce et le coup d'Etat  
La situation en URSS

PAGE 9  
Informations internationales

PAGE 10  
Octave Mirbeau

PAGE 11  
Jacques Debronnart, invités de R...L...

PAGE 12  
Pour qui sonne le glas ?

Vient de paraître aux éditions du groupe Fresnes-Antony : *Volonté anarchiste n° 20-21 : Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier*, par Marc Prévotel.

Ce numéro coûte 25 F et est en vente à la librairie du Monde libertaire.

Abonnement pour huit numéros : 110 F ; abonnement de soutien : 180 F (chèques à l'ordre de ASH, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony).

Nous fournissons une liste de nos éditions sur simple demande.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 56 636  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## Liste des groupes et liaisons de la FA

### PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU  
ALLIER : MOULIN  
ARDECHE : AUBENAS  
AUDE : NARBONNE  
B.-D.-R. : MARSEILLE —  
BOUC-BEL-AIR  
CALVADOS : CAEN  
CHARENTES-MARITIMES : MARENES — ROCHEFORT  
CÔTE D'OR : DIJON  
DOUBS : BESANCON  
FINISTÈRE : BREST — QUIMPER  
GARD : GROUPE DU GARD  
GIRONDE : BORDEAUX  
HAUTE GARONNE : TOULOUSE  
NORD — TOULOUSE SUD  
HÉRAULT : BEZIERS  
ILE-ET-VILAINE : RENNES  
INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
LOIRE : SAINT-ETIENNE  
LOT-ET-GARONNE : AGEN  
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
MANCHE : CHERBOURG  
MARNE : REIMS  
MORBIHAN : PLUVIGNER  
MOSELLE : METZ  
NORD : LILLE — VALENCIENNES  
OISE : BEAUVAIS — CREIL —  
PONT-SAINTE-MAXENCE  
ORNE : FLERS — LA FERTÉ-MACE  
RHÔNE : LYON  
SARTHE : LE MANS  
SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN  
SOMME : AMIENS  
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE

HAUTE-VIENNE : LIMOGES  
YONNE : AUXERRE  
LA REUNION : LE PORT

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

BANLIEUE SUD  
— FRESNES-ANTONY  
— ORSAY  
— VILLEJUIF, VITRY  
— MELUN

BANLIEUE EST  
— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
— MONTREUIL, ROSNY  
— BOBIGNY, DRANCY

BANLIEUE OUEST  
— HOUILLES-SARTROUVILLE  
— VERSAILLES

BANLIEUE NORD  
— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN  
— ARGENTEUIL, COLOMBES  
— SEVRAN, BONDY

### LIAISONS

#### PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS  
— CERCLE INTER-BANQUES  
— LIAISON ORTF  
— LIAISON DES CHEMINOTS

### LIAISONS

NORD : NOYON, HÉMIN, BEAUMONT.

EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône, Belfort-Montbéliard.

ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy, Mantes-la-Ville.

OUEST : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême, Lorient, Côtes-du-Nord.

CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord Haute-Loire.

SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.

RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry.

CORSE : Ajaccio.

GUADELOUPE : GOURBEYRE.

## ANTONY

Dans le cadre de la campagne contre le protocole d'accord armée/éducation de MM. Henu et Savary, le groupe Fresnes-Antony de la FA vous convie à un meeting sur ce thème, le mardi 12 avril, à 20 h 30, au cinéma Le Sélect (salle Dulac), à Antony (m° Antony, ligne de Sceaux).

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup> (m° République), tél. : 805.34.08.

## Tarifs d'abonnement au « Monde libertaire » jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1983

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration 145 rue Amelot 75011 Paris Tel. 805.34.08
25 n°	130 F	150 F	190 F	
50 n°	250 F	280 F	350 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

Paiement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N ..... (inclus) ..... Pays .....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4<sup>e</sup> en timbre poste

### TARIFS ABONNEMENTS AU 1/4/83 (TVA COMPRISE)

	France	Sous plis fermé	Etranger
13 n°	85 F	95 F	120 F
25 n°	155 F	180 F	230 F
50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

## en bref... en bref... Semaine du livre anarchiste à Angers

\* *Emancipation*, journal d'expression libertaire, est paru. Au sommaire : revue de presse, accord Henu/Savary, le Coral, et bien d'autres choses. *Emancipation* : BP 181, 64105 Bayonne cedex.

\* La pensée libertaire s'exprime sur Radio-Village (98,7 MHz) tous les vendredis de 20 h à 21 h 30 (région de Gif-sur-Yvette et Les Ulis).  
Thème de l'émission du 15 avril : La CNT française et le syndicalisme révolutionnaire. Pour tout contact : la Pensée libertaire, BP 27, 91190 Gif-sur-Yvette.

\* Le collectif aveyronnais contre le symbiose armée/éducation cherche à contacter les groupes et individus qui aimeraient mener un travail avec lui. Pour tout contact : « Soutien au collectif », les Amis de la Terre, BP 122, 12001 Rodez cedex, tél. : 99.11.58.

\* Amnesty international a déclaré, le 23 mars 1983, posséder des preuves d'assassinats politiques commis depuis 1980 dans plus de vingt pays par des forces gouvernementales ou par des escadrons de la mort bénéficiant de l'appui des autorités. (Des Philippines au Salvador, en passant par la Syrie ; des massacres de paysans au Guatemala à l'assassinat de Lybians vivant à l'étranger et désignés comme cibles). Au sein d'un rapport de 208 pages, Amnesty international déclare : « Des centaines de milliers de personnes ont été assassinées par les pouvoirs politiques de leur pays au cours de la décennie écoulée. » (*Amnesty international : sur la responsabilité des Etats, mars 1983. Prix : 21 f. Tél. : 836.77.88.*)

\* L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) est une association humanitaire sans but lucratif composée d'hommes et de femmes qui se chargent de rassembler toutes personnes de même conviction pour promouvoir, à tous les niveaux, le droit légal et social de disposer librement de sa personne, son corps et sa vie, et en particulier de choisir librement et légalement le moment de finir sa vie et le moyen d'y parvenir. ADMD, 18, rue Fontaine, 79009 Paris, tél. : 874.19.99.

\* Une importante attention internationale se développe sur la situation au Guatemala (l'armée guatémaltèque a attaqué deux villages fin 82. Plus de deux cents morts ont été découverts dans une rivière proche). Le Comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique (CISIA) demande d'exercer une pression auprès de l'ambassade du Guatemala à Paris, par courrier et par téléphone : ambassade du Guatemala, 73, rue de Courcelles, Paris-17<sup>e</sup>, tél. : 227.78.63. Pour tout contact : CISIA, 2A, boulevard des Professeurs Sourdil, 44000 Nantes.

\* Le 63<sup>e</sup> congrès de la Ligue des droits de l'homme aura lieu à Paris, les 23 et 24 avril 1983. La thème du rapport principal sera : « Délinquance et prisons ».

Du lundi 14 mars au samedi 19 mars, le groupe Elisée Reclus de la Fédération anarchiste a organisé une semaine sur le livre anarchiste, à la librairie *La Tête en bas*. A cet effet, de nombreux livres sur l'anarchisme et une exposition sur un siècle de presse anarchiste ont été présentés à la librairie. Nous avons également organisé plusieurs conférences-débats, tous les soirs de cette semaine, avec des auteurs se réclamant de nos idées.

La première soirée, animée par Serge Livrozet, auteur de nombreux ouvrages sur la question carcérale (*Hurle, La Rage des murs, De la prison à la révolte*) et ex-animateur du Comité d'action des prisonniers, aborda le thème de la prison, à quelques semaines des dernières révoltes des prisonniers pour l'application réelle du parler libre. Une quarantaine de personnes participèrent à cette soirée très animée. Livrozet aborda largement la condition individuelle de l'être humain pris dans cette machine à broyer, à briser les individus qu'est la prison, sa volonté aussi de s'en sortir, de se servir de la prison en dernier ressort pour se former, pour évoluer, pour prendre conscience des mécanismes qui régissent cette société pourrie, basée sur l'exploitation et l'aliénation.

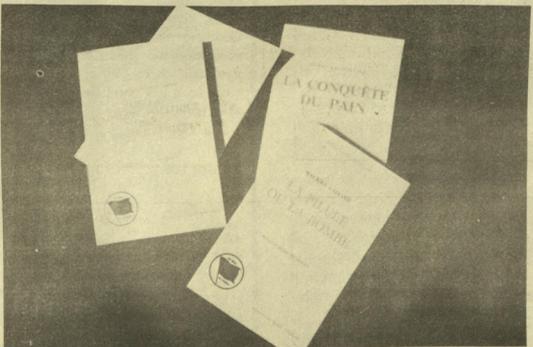
Le mardi 15 mars, c'est Maurice Poperen qui, malgré son grand âge, eut la gentillesse de venir nous parler des origines du mouvement ouvrier en Anjou, auquel il a consacré de nombreux livres (*Tisserands et cordonniers en Anjou, Luttes syndicales au pays d'Anjou, les Premier Mai au pays d'Anjou...*). La présence de plusieurs compagnons libertaires de Trélazé, mineurs et ardoisiers, apporta un témoignage vivant de cet esprit anarchiste dans les luttes des ardoisiers angevins là où, il y a soixante ans, Ludovic Ménard enracina si fortement l'anarcho-syndicalisme. Devant vingt-cinq personnes fut également analysé le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle et son incapacité à enrayer la montée et finalement le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Le mercredi 16 mars, Alexandre Skirda présenta, devant une trentaine de personnes, son remarquable ouvrage : *Makhno, le cosaque de l'anarchie*. De nombreuses questions furent abordées à ce sujet, notamment la tradition libertaire en Ukraine, l'organisation militaire des makhnovistes, les réalisations sociales, les rapports avec les bolchéviks. Quelques mots aussi sur la situation actuelle de la contestation en URSS et plus particulièrement du SMOT.

Enfin, vendredi 18 mars, Thierry Flammant aborda, devant une trentaine d'auditeurs, les origines du syndicalisme des instituteurs à travers le livre qu'il a publié : *L'Ecole émancipée, une contre-culture de la belle époque*. L'exposé, clair, rigoureux et précis, évoqua ce syndicalisme révolutionnaire (animé par nombre de militants anarchistes, notamment du Maine-et-Loire), les relations entre les premiers syndicats d'instituteurs et la CGT naissante, l'attitude des instituteurs syndiqués face aux grands problèmes du moment : interprofessionnalité du syndicalisme, l'affaire Dreyfus, la Première Guerre mondiale, la Révolution russe. Flammant exposa aussi les essais de pédagogie moderne et différente esquissés dans les premiers bulletins de l'Ecole émancipée et qui pourraient en apprendre pas mal aujourd'hui encore, soixante-dix ans après les premières revues de l'Ecole émancipée. Il termina la soirée en montrant également les limites du syndicalisme révolutionnaire, plus basé sur une pratique quotidienne que sur une théorie mûrement élaborée, ce qui le différencie de l'anarchisme. En ce sens, Flammant insista, bien sûr, sur une Ecole émancipée syndicaliste révolutionnaire, et non pas anarchiste, comme on a trop tendance à l'affirmer. Le problème des instituteurs syndiqués face à la laïcité fut également abordé dans la prise de position de l'Ecole émancipée de l'époque, c'est-à-dire une défense de la laïcité, mais un refus clair et net de tout monopole d'Etat sur l'enseignement.

Cette semaine, largement positive, a permis à nombre de gens de prendre connaissance ou d'approfondir leur information sur la pensée anarchiste. Elle donna lieu à des débats intéressants et même bien animés, tel celui sur les prisons avec, bien sûr, la présence de nos habituels marxistes cuisinés à la sauce conseilleriste. La presse, elle, a été fidèle à elle-même : censure au *Courrier de l'Ouest*, notre *Aurore* local ; suivi quotidien et très bien rendu dans *Ouest-France*. Idem pour les radios locales où seule Radio-Gribouille (95,15 MHz) nous a fait passer sur ses ondes. Quant au reste des musiques de la bande FM, ils ont prouvé une fois de plus que l'on était bien passé des radios libres aux radios privées, petites Europe 1 pour attardés mentaux.

Groupe FA d'Angers



## Editorial

Si le CNPF fait encore la fine bouche devant les derniers efforts de gestion du système capitaliste que déploie le gouvernement, Raymond Barre a presque donné un satisfecit. Oh, bien sûr, ce n'est plus la même équipe, alors il ne peut pas vraiment applaudir des deux mains ! Mais rappelons-nous que l'illustre économiste avait déclaré à la presse que Delors faisait ce qu'il fallait faire ; lui, Raymond Barre, n'y était pas arrivé car les syndicats lui avaient barré la route. Mais, laissez-le à penser, l'équipe gouvernementale actuelle, issue des partis de gauche et de certaines structures syndicales, saurait imposer au bon peuple de France la très juste et très nécessaire autorité ! Tous ces appels à l'union nationale étant, selon ces gens-là, légitimés parce qu'ils appellent les intérêts supérieurs de la France.

Qu'est-ce que la France ? Un morceau de l'Europe où, par des hasards génétiques et géographiques, certains sont nés, rien de plus ! Sur ce bout de terrain, des individus vivent du travail des autres : c'est ce qu'on appelle l'exploitation capitaliste. Les intérêts de ceux qui possèdent le contrôle des moyens de production et de ceux qui servent de main-d'œuvre sont opposés. C'est le B A ba du syndicalisme : les patrons l'exploitent, défend ses intérêts ! Et pour mieux les défendre, la meilleure arme c'est le syndicat, regroupement des travailleurs sur la base de leurs propres intérêts. Or, pour expliciter ce nouveau tour de vis sur l'impôt, sur les cotisations syndicales, sur l'exportation de devises, sans oublier la hausse de 8% sur le téléphone, la SNCF et l'EDF-GDF (prévue pour le 1<sup>er</sup> avril), on fait appel à la notion de citoyen.

Un citoyen c'est, selon le dictionnaire, « celui qui jouit de droits politiques dans une cité, dans un Etat ». Le citoyen, c'est vous, c'est moi, c'est le facteur, Chirac ou votre patron. La notion de classe sociale ne compte pas dans la dénomination de citoyen. Ainsi, quand le président Mitterrand appelle les citoyens français à lui venir en aide pour remettre à flot le vaisseau France, il appelle à la collaboration de classes.

Tous les tenants du parlementarisme et de ses avatars ne sortiront pas de ce dilemme : « pour représenter les intérêts ouvriers », ils sont obligés de gérer le capitalisme et d'imposer des mesures antisociales pour faire marcher le système. Quand on considère que l'existence de l'Etat est incompatible avec le socialisme, il faut savoir assumer ses contradictions...

Nos zélés dirigeants syndicaux traînent des pieds pour l'instant. Se bornant à déclarer que les mesures gouvernementales doivent être améliorées dans l'intérêt des travailleurs. A ceux-ci, nous dirons que le chemin vers le socialisme n'est pas dans le soutien critique à l'appareil d'Etat, il est dans sa destruction ! Soit on reste dans la sphère capitaliste et on applique sa politique, soit on recherche résolument une autre voie pour le socialisme en dehors du capital et de l'Etat.

## PAS D'ARMÉE À L'ÉCOLE !

DANS un cadre symbolique, dans une ville des plus militarisées - Toulon - fut signé, en septembre 1982, le protocole d'accord entre le ministère de la Défense et celui de l'Éducation. La présence de l'armée dans cette ville se traduit, de la part de la population, par des comportements nationalistes, racistes, réactionnaires.

C'est dans un tel environnement que le Collectif contre le protocole appelait, le samedi 19 mars, à un rassemblement contre la symbiose Armée/Éducation. Près de trois cents personnes, répondant à cet appel, sont venues manifester et demander l'abrogation de ce protocole d'accord, élaboré par nos sinistres socialistes. A cette occasion, des prises de parole eurent lieu et des discussions, parfois vives, s'engagèrent avec des militaires.

Syndicats et partis politiques brillèrent par leur absence (gouvernement de gauche oblige !).

Bref, un rassemblement qui nous a permis de clamer haut et fort notre combat contre le militarisme, école du crime par excellence.

Bruno (groupe Région toulonnaise)

## VAS-Y HUGUETTE !...

DEPUIS deux ans, elle pleurait pour la participation du PSU à un gouvernement de gauche. Depuis deux ans, toutes ses déclarations allaient dans ce sens. On se souvient même d'un certain déjeuner à Versailles aux côtés de Reagan. Bref, elle était assoiffée de pouvoir, mais peut-être était-elle surtout impatiente de s'asseoir dans un fauteuil plus confortable que celui de secrétaire général (en minorité) du PSU. On se souvient que c'est en effet au moment où une partie de son opposition était absente qu'elle fut nommée secrétaire général. Mais cette magouille ne fut pas une bavure ; les déclarations putassières du gouvernement nement en sont la preuve.

Eh bien, c'est fait : Huguette Bouchardeau est secrétaire d'Etat... chargée de l'environnement et de la qualité de la vie. Il est une manœuvre politicienne bien connue : pour faire taire une personne gênante, on lui offre une parcelle de pouvoir... et c'est elle qui se trouve gênée. En l'occurrence, c'est réussi : secrétaire d'Etat à la qualité de la vie antinucléaire dans un gouvernement pro-nucléaire, voilà une situation gênante !

Comment cette brave Huguette s'en sortira-t-elle ? Deux solutions : elle reste antinucléaire et elle démissionne dans les semaines qui viennent ; elle reste fidèle à sa ligne de conduite et elle rentre au PS dans les semaines qui viennent...

Elysard FRONTEUR

## Rencontre nationale pour l'abolition du protocole d'accord armée/éducation

**E**N juillet 1982, au cours des rencontres internationales pour la Paix qui se déroulaient à Larzac, le COT (Comité d'objecteurs tarnais) avait été mandaté pour coordonner un réseau « anti-symbiose entre l'Armée et l'Éducation ». Je ne rentrerai pas dans les détails, car l'explication de ce qu'est le protocole d'accord passé entre Hernu, ministre de la Défense, et Savary, ministre de l'Éducation nationale, est abordé régulièrement dans *Le Monde libertaire*.

Pour rappeler rapidement les faits, ce protocole, quasiment inconnu des gens puisque sans écho dans la presse bien pensante, éternelle et officialise les efforts faits par les militaires pour avoir accès à l'Éducation nationale. Là, ils débattent devant les lycéens et les étudiants les bienfaits du militarisme (en particulier, les avantages immenses que comporte, pour les jeunes de moins de vingt ans, la possi-

bilité de devancer l'appel sous les drapeaux).

Pour en revenir à ce protocole signé en septembre 1982, il fut assorti d'une commission de censure dont le but était de « supprimer les passages scandaleusement antimilitaristes » de nos livres d'histoire (Prévert et Vian vont y laisser des plumes).

En hiver 82, le COT, qui sortait pour l'occasion le n° 2 de *Ramassis d'infos sur la militarisation*, appelait à une rencontre nationale entre tous les collectifs ou organisations qui luttaient pour l'abrogation du protocole. Depuis qu'il avait entamé son travail de collecte des informations, des groupes antimilitaristes, existant ou se créant sur ce thème, des organisations humanitaires, des syndicats d'enseignants et des organisations anarchistes travaillaient activement à l'information : tracts, journaux, conférences-débats et fêtes, dans le but de faire abroger purement et simplement ce protocole.

Il y avait bien longtemps que tant de groupes ne s'étaient constitués en cartel sur un thème précis de lutte et lui avaient donné un but aussi radical. De fait, une vingtaine de groupes représentant le Sud et presque autant pour le Nord de la France étaient présents à Carmaux pour cette rencontre nationale. D'après le COT, soixante-quinze départements se sont mobilisés contre la symbiose, ce qui, en relativisant les chiffres, demeure tout de même impressionnant. Après une présentation des différents groupes et organisations, un rapport de chacun fut fait sur ses travaux et résultats. Il est à noter que peu d'organisations étaient représentées nationale-ment. Mais force est de constater l'inertie des syndicats, quels qu'ils soient et leur mollesse à réagir. Seul le SGEN-CFDT de certaines académies bouge sérieusement et prend même une vigoureuse position contre les accords Armée/Éducation, l'École émancipée

allant, elle aussi, dans ce sens. Il faut remarquer les positions contradictoires des syndicats départementaux et des unions locales face à ce sujet.

La dernière partie de ce week-end fut réservée aux actions envisagées pour l'annulation du protocole. Les participants se mirent rapidement d'accord sur la nécessité de continuer le travail efficace du COT. D'ailleurs, *Ramassis d'infos*, suite à cette rencontre, s'ouvre sur un travail de réflexion sur la militarisation à l'école sous toutes ses formes ou sur d'autres thèmes comme la pédagogie de la paix, thèmes débattus en commissions. Mais *Ramassis d'infos* reste une publication où l'on peut trouver les prises de position de toutes les organisations qui y participent.

La principale action envisagée est celle qui se déroulera du 15 au 21 mai, avec un temps fort le 18. Cette semaine d'action sera répartie sur l'ensemble de la France, là où groupes

et collectifs seront implantés. Une affiche unitaire sera tirée à Lyon et collée pendant cette semaine. Elle sera signée « Coordination nationale pour l'abrogation du protocole Hernu/Savary ». Le communiqué de presse qui a été élaboré à Carmaux sera envoyé à tous les journaux. De même toutes les pétitions qui auront été signées jusqu'à cette date seront remises aux inspections académiques.

Comme on le voit, ce week-end a été positif dans le sens où les personnes et organisations réunies se sont réellement données les moyens pour arriver au but qu'elles se sont fixé. Ce but — l'abrogation des accords Hernu/Savary — sera atteint en créant le rapport de forces nécessaire. Depuis le début de la campagne, des groupes FA se sont investis, avec d'autres, dans cette lutte, car seule la mobilisation fera reculer les décrets militarisant l'enfance.

Thierry

## TRAVAILLEURS PAYSANS CONTRE S.A.F.E.R.

**L**A Vernède est un domaine de 380 hectares situé sur le plateau du Larzac, près de Caylar. Depuis le 12 décembre 1982, Jean-Emile Sanchez et sa famille ont été installés sur cette exploitation avec cent vingt brebis par le Syndicat des travailleurs paysans du plateau (voir ML n° 467).

Rappelons rapidement les raisons de ce squat en milieu rural. Un conflit plus ou moins latent couve depuis plusieurs années entre la SAFER, organisme paritaire qui doit théoriquement défendre les intérêts du monde paysan face à la spéculation, et ces mêmes paysans. En effet, lorsque la SAFER achète une propriété agricole, elle ne peut que la vendre, et cela dans un délai de cinq ans. Malheureusement, le prix de la terre est cher, souvent trop cher pour un petit paysan et hors de portée pour un candidat à l'installation. Les travailleurs paysans demandent que la SAFER puisse louer, pour éviter un démantèlement de propriétés pourtant viables. Le démantèlement signifie un agriculteur en moins, une région qui se vide de ses forces vives, une concentration de terres dans les mains de quelques gros propriétaires, la spéculation sur le foncier. La location des terres par la SAFER était l'une des propo-

sitions du candidat Mitterrand. Une de plus qui n'est pas tenue !

Face à l'immobilisme du pouvoir socialiste, les travailleurs paysans sont passés à l'action en installant, illégalement et de façon exemplaire, Jean-Emile sur la Vernède, propriété évaluée à 230 millions d'anciens francs et vouée au démantèlement. La première phase de l'opération s'est bien passée ; Jean-Emile se préparait pour le semis de printemps afin de mettre en valeur les terres labourables. L'argent des semences a été obtenu grâce à la solidarité entre paysans.

Vers le 15 février, la SAFER a commencé à réagir en coupant le téléphone, isolant ainsi la Vernède qui est distante de plusieurs kilomètres des plus proches habitations. La SAFER semble oublier qu'à la Vernède il y a un enfant en bas âge : elle prend là de grosses responsabilités. Mais ce n'est pas fini, Jean-Emile, vers le 10 mars, reçoit une lettre d'expulsion pour mi-avril et la moitié de la Vernède, deux cents hectares, est vendue à M. Bazin de Caix, un industriel, ancien militaire de Surcroît, qui veut y planter du sapin. Les bâtiments et 180 hectares ne sont toujours pas attribués.

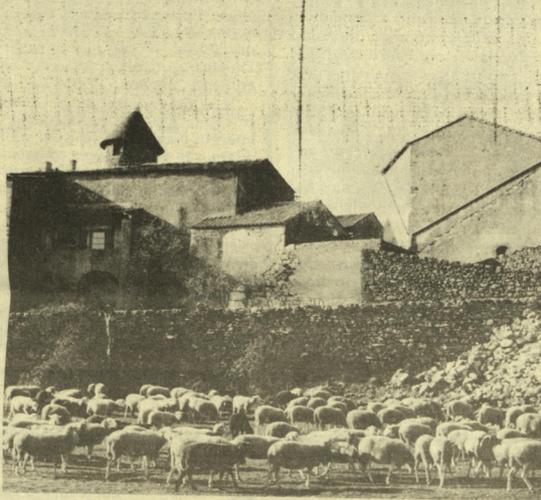
Après une entrevue négative avec le président de la SAFER,

lundi 14 mars, les travailleurs paysans et le MIVOC (syndicat de viticulteurs) murent symboliquement le vendredi 18 mars l'entrée du domaine de la SAFER à Montpellier. Cette action a été commentée par la presse et la télévision régionale.

Le jeudi 24 mars, le conseil d'administration de la SAFER devait se réunir. Deux hypothèses sont plausibles : vu la détermination du mouvement (les viticulteurs du MIVOC ne sont pas tendres !), la SAFER signe une convention d'occupation précaire et provisoire de un an renouvelable. Cette convention donne droit à la couverture sociale, mais ne permet ni emprunt ni dotation Jeunes-Agriculteurs. Ou bien la SAFER opte pour une attitude ferme, faisant alors appel aux forces de l'ordre ou à un moyen plus vicieux, car moins visible : l'astreinte financière qui consiste à faire payer une amende par journée d'occupation dépassant la date limite fixée pour l'expulsion.

Même si c'est la première de ces hypothèses qui est retenue, les travailleurs paysans du plateau sont persuadés qu'il ne s'agit que d'une première étape et ils sont prêts à durcir l'action afin d'obtenir une solution durable.

Claude (groupe FA de Béziers)



## MARSEILLE ET L'IMMIGRATION

**M**ARSEILLE, premier port, deuxième ville de France, 914 356 habitants dans le périmètre municipal, et principal foyer industriel dans une France méridionale sous industrialisée, a toujours constitué un morceau de choix pour nos politiciens en quête de pouvoir.

Les élections municipales, annoncées par les principaux états-majors politiques comme un test national, revêtaient donc un caractère particulier dans cette ville que se disputaient deux personnalités importantes.

D'un côté, Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et maire de Marseille depuis 1953, grand pontife de ce socialisme bien de chez nous et accessoirement patron des deux principaux quotidiens de la ville, *Le Provençal*, journal socialiste, et *Le Méridional*, journal de droite (? !); Defferre, donc, considéré comme l'un des plus farouches adversaires du PC, surprit les vieux militants socialistes en conduisant une liste communi PC/PS/MRG.

De l'autre, Jean-Claude Gaudin, secrétaire général de l'UDF, un des rares à avoir résisté à la vague rose des législatives de 81. Il faut quand même faire remarquer qu'il se présentait cette fois dans un secteur très favorable à la droite, celui de Prado-Périer, quartiers résidentiels par excellence.

Pour corser le débat, une liste « Marseille-Sécurité », composée d'« honnêtes gens » (sic) allergiques au teint bronzé, et émules de la légitime défense.

La campagne de la gauche suscitait peu d'intérêt chez les Marseillais (campagne basée essentiellement sur les réalisations de l'équipe en place : métro, urbanisation, espaces verts, etc.), les socialistes et les communistes firent campagne sur les mêmes thèmes que la droite. Celle-ci, depuis le début, avait donné le ton, non en critiquant une gestion à laquelle Gaudin avait participé durant douze ans comme conseiller municipal, votant même souvent avec les socialistes pour faire échec aux communistes, mais en mettant l'accent sur les problèmes de l'insécurité curieusement liée à l'immigration (1), prenant ainsi le risque de créer une situation dont on mesure à l'heure actuelle les effets, comme par exemple l'attentat contre une cité de Maghrébins, causant la mort d'un enfant.

Les candidats de gauche tapissèrent les murs d'affiches du style : « La droite, 23 ans d'immigration sauvage (sur fond noir). Avec la gauche, enfin un contrôle rigoureux qui commence à porter ses fruits (sur fond vert). » Ces affiches, collées à côté d'autres de même couleur annonçant 30% de délinquance en moins toujours grâce à cette gauche, ne contribuèrent pas à dissiper l'amalgame « sécurité-immigration » (2).

En entrant dans ce débat dégueulasse, la gauche a montré, Defferre en tête, qu'elle ne valait pas mieux que la droite et sa victoire, de justesse, à ces élections, ne doit plus tellement rassurer les 75 000 Nord-Africains concentrés dans les deux quartiers les plus insalubres du fait d'une urbanisation pour le moins sélective.

La fièvre électorale s'est calmée et nos politiciens sont rentrés dans leur coquille, laissant planer un climat qu'ils ont contribué à faire naître...

Jean-Pierre (groupe de Marseille)

(1) Voici ce qu'on peut lire sur un tract de Gaudin sur les jeunes immigrés : « Ceux qui sont arrivés très jeunes dans notre pays ou qui y sont nés sans avoir la nationalité française connaissent des problèmes. Écartelés entre deux cultures, ils suivent trop souvent la voie facile de la violence. Les emprisonner ne fait qu'empirer le mal. Une seule mesure, l'expulsion. »

(2) La délinquance du fait d'immigrés, et selon *Le Méridional* est de 6,4% à Marseille. Sont répertoriés dans ce pourcentage les actes de vandalisme ne portant pas atteinte à la personne humaine.

# LA GROGNE DANS LA MÉDECINE

DEPUIS l'arrivée de la gauche au pouvoir, la médecine paraît en ébullition. De nombreux mouvements de grève (dans le secteur hospitalier surtout) ont ponctué les réformes ou projets de réforme du ministère de la Santé. On a vu ainsi des mouvements de grève suscités par la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics, la grève des internes en 82 (avec le nouveau mouvement de grève de mars 83), un projet de réforme hospitalière qui a déjà suscité de nombreux commentaires hostiles et qui donnera certainement lieu à de nouveaux accrochages. Enfin, une grève des externes qui semble massivement suivie actuellement.

Suffit-il qu'un ministre de la Santé soit communiste pour déclencher une telle agitation ? Qu'il y ait une relation de cause à effet, il n'y a pas de doute. La médecine reste encore un bastion de la droite la plus réactionnaire (voir les agités de « Solidarité » médicale). Mais cela ne suffit pas à épuiser le problème.

Les mots d'ordre de grève ne rencontreraient pas un tel écho s'il n'existait pas un réel et profond malaise au sein du corps médical (commun à tous les pays industrialisés d'ailleurs). Malaise plus sensible chez les praticiens installés, formant l'écrasante majorité du corps médical, que chez les médecins hospitaliers, qui ne sont pas les plus mal lotis.

Si ces mouvements de grève représentent des intérêts disparates (défense de privilèges scandaleux par certains patrons, revendications plus ou moins corporatistes chez les internes, exigence d'une nouvelle formation chez les externes), il n'en reste pas moins que ces revendications évoluent sur un fond commun : l'inquiétude devant l'avenir. De quoi se nourrit cette peur ? De plusieurs constatations. D'abord une diminution progressive du prestige médical, tendance qui va en s'accroissant. A New York, par exemple, le nombre de procès intentés aux médecins était de 564 en 70, de 1 200 en 74 et de 20 000 pour l'ensemble des Etats-Unis en 78. En 1966, 73% des Américains faisaient confiance à leur médecin, contre 42% en 76. C'est la même évolution qui s'observe en Europe, avec quelques années de retard et des disparités çà et là.

Autre facteur de nature à renforcer cette inquiétude : la diminution du niveau de vie, s'observant essentiellement chez les jeunes médecins, dû surtout à une démographie médicale galopante (1), des charges de plus en plus lourdes (assurances, frais d'installation, taxes, etc.), des contrôles de plus en plus stricts (le prix de la visite a été multiplié par 2,88 de 62 à 75 contre 3,75 pour les autres salaires). Mais surtout on constate un appauvrissement considérable du travail des médecins installés :

spécialistes et généralistes surtout, lié à deux phénomènes au moins : la concentration de la santé vers l'hôpital (un Français sur douze a fait un séjour à l'hôpital en 62, la proportion a doublé en 72, et trois Français sur quatre feront un séjour à l'hôpital dans les décennies à venir) et la division accrue du travail avec une spécialisation à outrance, liée bien sûr à un savoir médical accru (des trois mille maladies et syndromes connus en 1900, on en connaît actuellement 30 000), mais aussi et surtout à la dégradation des conditions de vie et de travail du généraliste, poussant ainsi de plus en plus d'étudiants vers la spécialisation. Bref, la morosité est la règle dans les milieux médicaux.

La médecine n'est plus ce qu'elle était ; l'âge d'or de la médecine et du pouvoir absolu est fini et bien fini. Quelle est l'origine de cette évolution ? Constatons d'emblée qu'il ne s'agit pas d'un simple règlement de compte entre un gouvernement de gauche et des médecins de droite, l'évolution étant déjà nette depuis plusieurs années et surtout ne pouvant être comprise dans le cadre plus large du coût global de la santé. En effet, la santé coûte cher. En France, elle est passée de 2,8% du PNB en 1950 à 7% en 78. Cette augmentation ne signifie pas forcément une augmentation parallèle de l'espérance de vie. Ainsi, aux Etats-Unis, l'espérance de vie a

augmenté de 15%, alors que les dépenses de santé ont augmenté de 314% dans le même temps.

En France, la santé coûte dix fois plus cher pour deux fois plus de personnes soignées seulement. En fait, la santé apparaît de plus en plus lourde aux entreprises, compte tenu de la concurrence des pays où les frais d'entretien de la force de travail ne sont pas aussi élevés. Les patrons rechignent de plus en plus devant les charges sociales (voir les retards de cotisations patronales à la Sécurité sociale). De plus, l'augmentation constante de la santé dans la consommation des ménages (2) constitue un manque à gagner dans la mesure où cette augmentation de la consommation en services se fait au détriment de la consommation tout court.

Les raisons de cette augmentation de coût ne sont pas invoquées. On peut citer l'allongement de la durée de vie et son corollaire, la multiplication des maladies chroniques, la concentration des soins vers l'hôpital (le secteur hospitalier absorbe la moitié des dépenses totales), les maux engendrés par le mode de vie (maladies cardiovasculaires, cancers, dépressions, accidents automobiles, etc.) sur lesquels les médecins n'ont aucune action, les problèmes posés dépassant de très loin le cadre de leur pouvoir.

La stérilité actuelle de la recherche et les « nécessités » de la société de consommation ont

fait qu'on s'est surtout attaché à mieux encadrer les médecins pour juguler cette tendance à la hausse.

Encadrement et contrôle du médecin sont apparus au début des années trente, avec la généralisation de la protection sociale et sa prise en charge par l'Etat (voir le keynésisme). Il faut un meilleur entretien de la force de travail pour augmenter la productivité. Mais cette accession d'un plus grand nombre à la santé nécessite un contrôle plus strict des tarifs médicaux. Il faudra attendre 1960 pour que ces tarifs soient déterminés par l'Etat et 1967 pour que le contrôle de l'Etat soit total. La médecine libérale (libre prescription, libre choix, paiement direct et surtout entente directe) devient déjà de la fiction car elle est incompatible avec les nécessités du coût de production. A cela va s'ajouter un phénomène qui va nécessiter une pénétration toujours plus importante de l'Etat et de sa bureaucratie dans la médecine. En effet, les médecins se multiplient. La fin des années soixante et le début des années soixante-dix voient un afflux considérable d'étudiants vers la médecine (corollaire de la crise de tous les secteurs de l'université et de l'inadéquation de l'école à la société en général).

La démographie médicale fait un bond prodigieux (150 000 médecins prévus dans les années prochaines) avec des densités médicales variant de cent à deux

cents médecins pour cent mille habitants, selon les régions. Or, on sait maintenant qu'au-delà du seuil de 90 médecins pour cent mille habitants, il n'y a plus de corrélation entre le niveau de santé d'une population et la densité médicale ; les deux courbes évoluent indépendamment. Mais surtout, il existe un lien entre le nombre de médecins et le nombre d'actes. On observe ainsi une multiplication d'actes inutiles, mais lucratifs (chirurgie, radio, transfusion, etc.). Ainsi, aux Etats-Unis, 80 000 Américains ont subi d'inutiles interventions cardiaques).

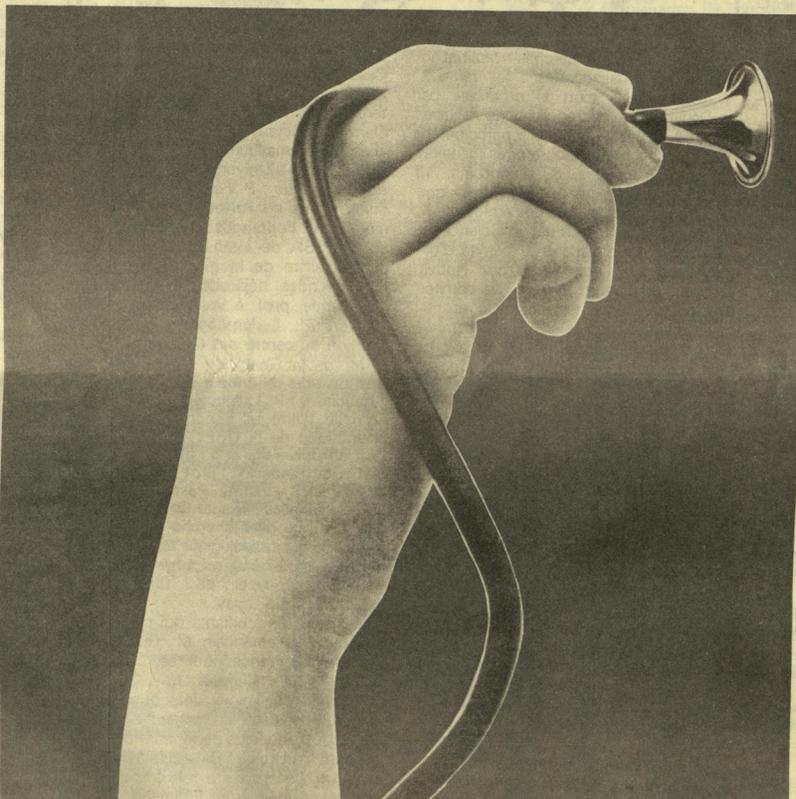
La médecine et les médecins coûtent ainsi de plus en plus cher. Il a donc fallu renverser la vapeur. C'est pourquoi on s'est attaqué aux études médicales. L'examen d'entrée est remplacé par un concours. Puis on diminue progressivement le nombre de places aux concours d'entrée. Enfin, dernière en date, la réforme Ralite/Savary établissant un deuxième barrage en fin de sixième année, allongeant la durée des études, qui ne garantit en aucun cas une meilleure formation des étudiants et qui aggrave la dévalorisation du généraliste. Nul doute que cette réforme ne changera rien au fond des problèmes et ne fera que les aggraver. De la même façon que le contrôle public de la santé n'est pas efficace financièrement, du point de vue même de ceux qui l'ont élaboré (voir l'échec de ce contrôle aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France...), les différentes réformes des études de médecine ne résoudreont rien, ni pour le coût global de la santé, ni pour le problème de la formation des étudiants en médecine.

L'Etat — et sa bureaucratie — ne contrôle plus la situation (pour peu qu'il l'ait contrôlée d'ailleurs !). Les politiques de santé suivies successivement ont oscillé entre le libéralisme et la socialisation au gré des rapports de forces entre le corps médical et l'Etat. Il s'est ensuivi une absence totale de logique interne du système sanitaire français, qui en rend la maîtrise économique (de plus en plus impérieuse) très difficile. Cela ne signifie pas que l'une ou l'autre solution — libéralisme total ou étatisation totale — soient des solutions acceptables. Elles sont l'une et l'autre absurdes parce qu'elles excluent des décisions les premiers intéressés, à savoir les malades. Pour l'avoir ignoré et pour l'ignorer encore, les médecins en font et en feront les frais.

Jean-Pierre  
(groupe Sevrans-Bondy)

(1) Le nombre des médecins doublera entre 1975 et 1985 (de 75 000, il passera à 150 000), pour atteindre 180 000 en 1995, soit une densité médicale de 294 médecins pour cent mille habitants.

(2) La santé, dans la consommation des ménages, est passée de 6,6% en 1959 à 12,3% en 1979. Parallèlement, on a observé une diminution des dépenses dans l'alimentation (de 34% on est passé à 22,4%) et dans l'habillement (de 10% on est passé à 6,5%).



## APRÈS LA SYMBIOSE ARMÉE-ÉCOLE : LA SYMBIOSE ARMÉE-RECHERCHE

**N**ATIONALISTE autant que socialiste, Charles Hernu organise en avril des Journées nationales (mais sur invitation seulement) sur le thème « science et défense » afin, dit-il, de promouvoir les relations entre les milieux scientifiques et les spécialistes de la Défense. Depuis les ordonnances de 1959 autorisant l'Etat gaulliste à « requérir les personnes, les biens et les services » en cas de crise intérieure, aucun gouvernement de « droite » n'avait osé aller si loin que celui de Mitterrand. Après l'autorisation du fichage des populations (1981), le contrôle de l'enseignement par l'armée (protocole Hernu/Savary, 1982), voici le tour de la Recherche (1983). Bientôt la Kultur ? Que restera-t-il des libertés après sept ans de « socialisme » autoritaire ? De bien belles lois pour le futur gouvernement de droite !

Les militaires n'avaient pas été aussi cajolés depuis longtemps ; à croire que Mitterrand fait le complexe Allende. A sa prise de fonction, le deuxième personnage qu'il a nommé auprès de lui, après Bérégovoy, a été l'ancien chef de la force de frappe. Aujourd'hui, les anciens militaires puschistes d'Alger sont pensionnés. Même Giscard n'avait pas osé offrir un septième sous-marin militaire ( dix à douze milliards ) à l'armée ; avec Mitterrand, c'est fait, moins d'un an après son élection. De 123 milliards en 1981, le budget militaire initial en 1982 était porté à 144 milliards (+ 17,2%). La réduction de trois milliards fin 1982, pour apaiser les électeurs socialistes, n'aura pas fait long feu. De 141 milliards en 1982, le budget militaire est passé à 159 milliards (+ 12,6%) en 1983 : toujours plus que l'inflation. De 1981 à 1983, la part du budget militaire dans le PIB grimpe régulièrement : 4,56%, 4,61% et 4,68%. Encore s'agit-il là des budgets « officiels », compte non tenu des contributions cachées dans tous les autres ministères. Il y a évidemment les anciens combattants : 24,5 milliards en 1983 ; l'Education qui finance les programmes de « Défense » de nombreux instituts et écoles ; les Transports qui entretient routes, voies ferrées, aéroports et autres ports bien utiles parfois, surtout aux militaires ; l'Industrie qui « aide » essentiellement les industries travaillant pour l'armée (voir le rapport Hanouin) ; etc... Et enfin la Recherche.

Officiellement, l'armée dispose d'environ 37% du budget de Recherche de l'Etat. En réalité, c'est certainement plus près de 60-70%, avec la même proportion de chercheurs et de techniciens. Tous les instituts et centres de recherches ont un « comité directeur » qui veille à la bonne orientation des recherches. On y trouve inmanquablement les « conseillers scientifiques » de la DRETA (Direction des recherches études et techniques de l'armement, ex-DRME). Ainsi, P. Aigrain a coiffé alternativement ou simultanément la casquette de directeur scientifique à la DRME et celle de délégué général à la Recherche (DGRST) ; C. Fréjacques, après une carrière à l'armement nucléaire au CEA, est maintenant directeur du CNRS. Enfin, comme l'écrit avec plaisir le député socialiste J. Huyghues des Etages (Ass. Nat. n° 1168, 1983, page 69) : « La forte augmentation du budget de la Recherche civile (plus de 17%) intéresse directement le domaine militaire par ses retombées, notamment dans les secteurs de la technologie nucléaire, de l'espace, de l'aéronautique, de l'électronique, de l'océanologie. »

C'est on ne peut plus clair. Pour le reste, on achètera japonais.

En 1935, un décret du gouvernement hitlérien ordonnait à tous les laboratoires du Reich de soumettre au ministère de la Guerre les découvertes susceptibles d'acquiescer une importance militaire. On n'en est pas encore là, par Toutatis, mais notre

socialisme est bougrement national. Au cours de ces Journées nationales, les discussions n'aborderont pas, dit-on, de sujets « classifiés » (entendez : secrets) ; c'est pourquoi l'entrée — rappelons-le sur invitation seulement — sera réservée exclusivement aux personnes de nationalité française. Environ mille personnes prévues, dont trois cents militaires, lesquels, paraît-il, ne sont pas tous convaincus de l'intérêt de la Recherche qui dispensent de gros bataillons et réduit ainsi les perspectives de carrière.

Pour ce qui est du secret militaire national et socialiste, notons en passant qu'en juin-juillet 1981, à cette même Ecole polytechnique, eut lieu une conférence sur les faisceaux de particules de haute

mage ici que H. York n'ait pas été invité, lui qui fut avec Teller le promoteur de la bombe H aux USA, le premier directeur du laboratoire militaire de Livermore, conseiller scientifique militaire d'Eisenhower, Kennedy et Johnson. Il en est bien revenu aujourd'hui.

On y verra également des films édifiants, et un cocktail final permettra aux participants de noyer l'angoisse que suscite la peur de manquer de crédits.

Notons parmi les 33 animateurs des débats : P. Aigrain maintenant chez Thomson ; P. Betin de la Société européenne de propulsion, démarrée à Vernon après la guerre avec les techniciens des V1 et V2 nazis ; M.-H. Carpentier de Thomson-CSF ; F. Chabannes de la

coup plus vite que la part du PIB qu'on peut leur consacrer — sans tomber en dictature —, on devra en acheter moins chaque année. Certes, mais on peut en acheter moins (la France avait deux fois plus d'avions en 1939), y consacrer toujours plus et donc s'enfoncer aussi, peu à peu, en régime autoritaire. C'est encore plus vrai pour une puissance moyenne comme la France, même en réduisant subrepticement le nombre des appelés dans l'armée comme le font tous nos gouvernements depuis la fin des guerres coloniales.

En fait, on peut comparer la politique de la Défense à celle de la Santé : en les abandonnant aux spécialistes, elles deviennent de plus en plus lourdes et coûteuses pour un rendement décroissant, voire négatif. La prévention ? Connais pas !

Avant le changement de régime en 1981, d'aucuns pensaient que les socialistes seraient à l'écoute des populations. Il semble que certains soient plus écoutés que d'autres. Lorsque le député Chevènement rapportait (Ass. Nat. n° 1976, loi des Finances 1981, Chevènement, page 8) que sur les 31,70 milliards du budget de Recherche de l'Etat, les militaires recevaient 11,25 milliards, soit 35,5%. Aujourd'hui, Chevènement est ministre de la Recherche, et sur 50,29 milliards, les militaires reçoivent 19,85 milliards, soit 39,5% (Sénat n° 95, loi des Finances 1983, Francou, p. 41). Encore faut-il noter (Ass. Nat. n° 1170, loi des Finances 1983, Chapuis, p. 9 et 28) que sur les 30,44 milliards du budget « civil », 11,07 milliards, soit 36% iront à : l'énergie atomique (5,52 milliards), l'aéronautique civile (2,80 milliards) et l'espace (2,75 milliards), contre 1,42 milliards (4,7%) à la Santé et la Recherche médicale, et 0,28 milliards (0,9%) pour la maîtrise de l'énergie.

Ceci, au mépris des résultats d'un sondage : « Les attitudes de l'opinion publique à l'égard de la science », commandé en 1982 par Chevènement lui-même, où l'on constate (Ass. Nat. n° 1166, loi des Finances 1983) Sueur, P. 22) que : « - globalement, la hiérarchie ses préférences reste la même depuis (le dernier sondage en) 1972.

- 73% des personnes interrogées estiment souhaitable l'augmentation du budget de la Recherche.

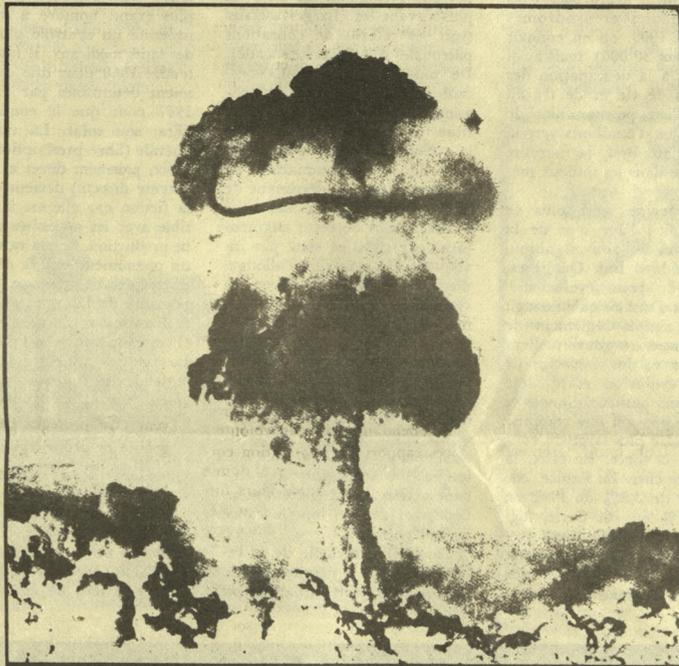
- Notamment pour la Santé (91%), l'environnement (72%), la consommation (47%).

- En revanche, l'augmentation des crédits affectés à la recherche spatiale et militaire n'est réclamée que par 18% et 16% des interrogés. »

Comme l'écrit Sueur : « On peut regretter que le ministère de la Recherche et de l'Industrie ait tiré... des conclusions relativement rapides à partir de ce sondage. »

A son entrée en fonction, Mitterrand avait promis de lever la chape du secret pesant sur les affaires publiques : « L'Élysée doit être une maison de verre. » A. le Pors, ministre de la Fonction publique, renchérit récemment en créant la notion de « fonctionnaire-citoyen » plutôt que « fonctionnaire-sujet » chargé, entre autres, « de mieux informer le public ». Slogans démagogiques largement répétés par les médias, contrairement au récent décret (n° 83-100, JO du 16 fév. 83, P. 570), assignant au secret professionnel non seulement les agents du SCPRI — sûreté nucléaire, déjà mis au secret par de Gaulle —, mais toutes les personnes, fonctionnaires ou non, exerçant le contrôle (en fait tous ceux qui manipulent, transportent...) des matières nucléaires, sous peine de sanctions prévues à l'article 378 du Code pénal. Les mafiosi ont l'omerta, nous avons le secret professionnel.

Yves le Hénaff



énergie (une des recherches militaires actuelles les plus secrètes : les fameux « rayons de la mort ») organisée par le Département des applications militaires du CEA et l'école à laquelle participèrent 222 chercheurs des laboratoires militaires dont : 82 français, 80 américains, 13 russes et 3 des pays de l'Est. Mieux que la Défense : la fraternité des armes.

Revenons aux journées « Science et Défense ». Le président du comité d'organisation est Louis Néel, prix Nobel, ci-devant prof, membre de divers comités directeur de recherches, conseiller scientifique militaire depuis 1952 et membre du comité scientifique de l'OTAN depuis 1960. Le comité exécutif s'honore du P. André Rousset : CNRS, Ecole des mines, Polytechnique, et... conseiller scientifique du ministre de la Défense.

Les thèmes abordés sont éloquentes : on joue à se faire peur. « L'évolution scientifique et l'apparition de nouvelles menaces. Géostratégie et risques du monde d'aujourd'hui ; Technologie nucléaire (nouvelles menaces) ; Technologie classique (son rôle dans l'évolution de la menace) ; indépendance vis-à-vis de nos alliés (à côté de la menace de nos éventuels adversaires existe aussi le risque, venant de nos alliés, etc.) ; Recherche et dissuasion (la recherche militaire est dissuasive pour les adversaires) ; Le champ de bataille de l'an 2 000 ; Secret militaire et coopération scientifique ; Défense et recherche médicale (ergonomie, sociologie, comportement) ; etc. ». Et, bien qu'il eut été plus logique de commencer par là : « Des recherches de défense : pourquoi faire ? et comment ? ». Dom-

CGE ; R. Chabbal de la DGRST ; H. Curien ex-directeur du CNRS, de la DGRST, du Comité à l'énergie atomique et maintenant président du CNES (espace) ; A. Danzin, directeur de l'Institut de recherches en informatique (IRIA) ; G. Denelieu, président de l'Université de technologie de Compiègne ; P. Faure de la SAGEM (instruments de vol et prof à Polytechnique) ; R. Fontanges, médecin général au CRESSA de Lyon, prof de biologie et spécialiste de la guerre biologique ; C. Fréjacques, déjà cité ; P. Germain de l'Académie, prof. à Polytechnique après l'Université ; J. Jerphagnon, directeur à Lannion du centre des télécom (CNET) ; P.-M. de la Gorce, du Figaro, qui fera ainsi un bras d'honneur aux journaux de « gauche » ; P. Lallemand, prof à l'Ecole normale (Ulm) et nonobstant directeur scientifique de la DRETA ; J.-L. Lions, prof à l'Université et à l'IRIA ; A. Lwoff, Nobel de médecine, prof au Collège de France et à l'Institut Pasteur, qui avait dans les années soixante (et maintenant ?) des contrats de recherche avec l'armée US sur la guerre biologique (cf. : S. Hersh, *Chemical and biological warfare*, P. 246) ; l'inévitable L. Néel ; et J. Philibert, prof à l'Université d'Orsay.

Où sont les étudiants qui chahutaient le physicien américain M. Gell-Man au Collège de France pour ses « conseils scientifiques » à l'armée US ?

Serons-nous mieux défendus avec de tels efforts dans la recherche d'armements toujours plus perfectionnés ? York dit non. Sans parler de l'appauvrissement du pays, l'économiste K. Galbraith note que le coût des armes augmentant beau-



# LE MARXISME MÈNE-T-IL À L'ANARCHISME ?

**C**OMBIEN de fois avons-nous entendu dire : les marxistes et les anarchistes sont d'accord quant au but — la phase supérieure du communisme pour les premiers ou l'anarchie pour les seconds — ils divergent seulement sur la période de transition ou dictature du prolétariat.

Comme pour donner du poids à cette affirmation, certains, comme le marxiste et marxologue Maximilien Rubel, n'hésitent pas à faire de Marx le premier anarchiste, car il aurait vu de manière réaliste et concrète la disparition de l'Etat, en opposition aux anarchistes, idéalistes et utopistes.

D'autres découperont Marx en deux, le Marx Jeune et le Marx Vieux. Le Marx Jeune est celui des œuvres philosophiques, notamment des « manuscrits de 44 », où il disserte sur l'aliénation de l'homme. Le Marx Vieux, lui, c'est le Marx des œuvres économiques, tel *Le Capital*, où il traitera de la valeur, de la plus-value, de la baisse tendancielle du taux de profit, etc.

En extrapolant, il leur suffira de prendre Marx le Jeune, libertaire, et de rejeter Marx l'Ancien, économiste, politique et autoritaire.

Mais comme chez les disciples marxistes on n'est pas à une contradiction près, certains feront exactement le contraire en prenant le Marx économiste, car l'économie est neutre et scientifique. Qui ne fera pas du tome 1 du *Capital* une bible scientifique ?

Enfin, des gens des moins sérieux oseront se dire libertaires en prenant pour principe le matérialisme historique !

Notre critique anarchiste ne porterait-elle que sur une période de Marx, jeune ou vieux ? Y aurait-il des points de Marx dont on pourrait se revendiquer ? Notre divergence n'existe-t-elle que sur une modalité pratique : la phase de transition ou dictature du prolétariat ?

### Toujours la dialectique

Ces questions ne sont pas nouvelles, et l'on pourrait nous accuser de rabâcher. Elles peuvent aussi sembler théoriques et de moindre poids par rapport aux massacres des anarchistes durant toutes les phases de transition ou dictature du prolétariat dans tous les points du globe où le

marxisme a pris le pouvoir.

Mais tant qu'il ne sera pas clair pour tous (et nous donnons tout de suite les réponses aux questions posées) que le désaccord entre marxiste et anarchisme est total, sur tous les points, et que cela est logique, la naïveté et l'incohérence de beaucoup voudront qu'ils croient que ce n'est qu'une question d'hommes, et ils citeront des « amis marxistes » qui seraient incapables de faire pareil que leurs prédécesseurs.

On pourrait rétorquer que Lénine, Trotski, Staline, Mao, Castro, Pol Pot, etc., cela fait beaucoup ; mais la question n'est pas là.

Le cœur de la question, c'est l'opposition entre la dialectique marxiste et la dialectique anarchiste définie par Proudhon. Tout s'agence autour de ces deux méthodes de pensée et d'analyse, et à partir de là, tous les points divergent. Même lorsque Marx reprend les mêmes mots que Proudhon, qui sont en fait des concepts, comme sur la « valeur d'usage » et la « valeur d'échange », il ne dit pas la même chose, tant dans l'analyse que dans les propositions.

Dans le dernier *Monde libertaire*, Raynaud nous explique que le matérialisme historique est l'âme du marxisme. C'est l'application de la dialectique de Marx à l'étude de la société dans l'histoire. Deux points s'imposent donc immédiatement : tous ceux qui se revendiquent du matérialisme historique ont une interprétation marxiste de l'Histoire, et rien ne sert de dire que l'on reprend cette méthode comme mode de pensée. Tous ceux qui reprennent les analyses économiques de Marx, ne seraient-ils pas, en fait, des marxistes ? Une interprétation marxiste de l'économie qui n'est autre que l'application du matérialisme historique à l'économie.

Nous comprendrons tout de suite que les anarchistes — critiquant l'« âme du marxisme » — critiqueront conséquemment tout ce qui en provient.

### Marx, où sont les hommes ?

Cette cohérence de Marx, qui ridiculise tous les essais de découpage, nous pouvons la voir au travers de quelques citations qui sont loin d'être exhaustives.

En 1845-46, dans *l'Idéologie allemande*, nous trouvons : « des individus déterminés, exerçant une activité productive détermi-

née, nouent des relations sociales et politiques déterminées » ; et aussi : « ce que sont les individus dépend des conditions matérielles de leur production ».

Marx écrit plus clairement à Annenkov en 46 : « les hommes sont-ils libres de choisir telle ou telle forme sociale ? Pas du tout ».

Pour Marx, il y a la superstructure qui comprend l'idéologie, la morale, mais aussi les institutions Etat, Eglise, Armée, etc. L'infrastructure, elle, regroupe les forces productives matérielles (machines...) et humaines (les travailleurs salariés), et les rapports de production (maître/esclave, seigneur/serf ou bourgeois/prolétaire), le tout donnant le mode de production. C'est dans cette infrastructure que se trouve, pour Marx, la clé du problème. Il écrira en 1859, dans la *Critique de l'Economie Politique*, la même chose que dans le *Manifeste du Parti communiste* écrit, lui, en 47. Dans l'avant-propos de la *Critique*, on trouve, entre autres : « dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles (...). A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants. (...) Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société. »

Nous voyons là toute l'importance accordée aux conditions matérielles : même dans l'infrastructure, l'élément humain est écarté !

Marx précise bien les choses dans le tome 1 du *Capital* paru en 67 : « lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement — et le but de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne — elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abrégier la période de gestation et adoucir

les maux de leur enfantement. »

Enfermée par ces lois implacables, il ne manquera plus que la démonstration, écrite dans les années 64-75 dans le *Capital* tome 3, de la baisse tendancielle du taux de profit, pour que la société capitaliste s'écroule et donne place au socialisme.

### Que vive la phase supérieure du communisme

Nous voyons l'importance accordée aux seuls faits économiques et une vision de l'homme comme un pion sur l'échiquier de l'histoire.

Cette conception, nous la savons erronée, mais elle est en plus dangereuse, car elle légitime des positions comme celles de Carillo qui, en 1936, s'opposait à la révolution social au nom de la nécessité de l'étape démocratique au cours de laquelle doivent être protégés petite bourgeoisie et propriétaires terriens.

Nous ne pouvons que constater cette vue complètement dogmatique d'une société qui part du paradis originel — le communisme primitif — pour arriver au paradis d'abondance — la phase supérieure du communisme.

Pour nous qui voulons la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ainsi que la fin des dominations, nous ne pouvons approuver, au nom d'une nécessité quelle qu'elle soit, l'anthropologie marxiste, le progrès qui résulterait de la succession des étapes : maîtres/esclaves, seigneurs/serfs puis bourgeois/salariés. Rien ne prouve qu'une étape définie par Marx soit une meilleure organisation de la production, mais tout prouve qu'elle est une meilleure organisation de la domination et de l'exploitation.

Si nous ne répéterons pas nos oppositions à la dictature du prolétariat, qu'en est-il de nos positions vis-à-vis de la fameuse phase supérieure du communisme ? Marx et les marxistes ont deux positions sur ce communisme : soit ils refusent de le décrire pour ne pas faire de l'Utopie, soit ils donnent quelques indications très éthérées. Dans le premier cas, cela condamne la phase de transition, car s'il y a transition, elle existe entre deux sociétés que l'on doit définir. Le communisme est en fait un paradis inaccessible qui légitime toutes les atrocités (historiques ! nécessaires !) de la transition comme purgatoire. Dans

le second cas, est-ce le paradis ?

Une société sans contradictions, figée, finie, où l'homme, toujours déterminé bien sûr, est absorbé complètement par l'Etat ! En effet, ce communisme est l'apogée de la transition, où l'Etat a tout concentré, et ce n'est pas l'Etat et la lutte des classes qui disparaîtraient, mais c'est la société, absorbée et digérée par l'Etat, qui disparaîtrait.

Marx n'aura fait qu'ajouter un processus historique à la dialectique de Hegel ; sa dialectique n'a fait que proposer des transformations de société pour arriver à la toute-puissance de l'Etat dans lequel tout disparaît.

Marx aura ajouté le rôle historique dévolu au prolétariat pour franchir une étape du développement de la société vers cet Etat. Et les indications de ce que serait le communisme ne sont que des négations : plus de valeur, plus d'échange, plus de division ville-campagne, plus d'individus, plus de travail, etc.

### Les petits-bourgeois

Qu'importe que la situation de l'homme s'améliore, pourvu que le processus historique de production suive son chemin.

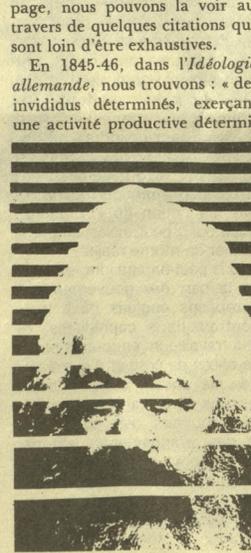
Proudhon, qui voulait le contraire, est un « petit-bourgeois » : il voulait l'absorption de l'Etat par l'organisation économique, l'absorption du capital par le travail. Il voulait en fait débarrasser la société des parasites (Etat) qui l'empêche de se gérer elle-même.

Les anarchistes sont pour une société d'émancipation de l'individu : ce sont des petits-bourgeois ! Les anarchistes sont contre la dictature du prolétariat, ils n'en comprennent pas la nécessité historique, ce sont des petits-bourgeois ! Les libertés sont aussi petites bourgeoises, et les marxistes, partout où ils sont au pouvoir, suppriment la liberté de déplacement et la liberté d'opinion.

Tout ce qui ne va pas dans le sens de l'histoire, écrit par Marx et interprété par les devins disciples, est petit-bourgeois.

Les anarchistes sont bien contre tout et parties du marxisme, théorique et pratique. Le combat contre le ténia du socialisme, Marx, et contre les pires régimes politiques existants, n'aura de cesse tant que ne sera pas construite une société anarchiste par des individus libres.

Groupe Malatesta



PIB qu'on tomber en eter moins n peut en deux fois sacrer tou- aussi, peu est encore moyenne réduisant s appelés tous nos es guerres

a politique Santé : en stes, elles lourdes et croissant, ? Connais

régime en les socia- populations. us écoutés té Chevè- n° 1976,

venement, milliards de t, les mili- soit 35,5%.

ministre de milliards, les liards, soit s Finances ore faut-il s Finances ue sur les « vil », 11,07

nergie ato- tique ci- (2,75 mil- 4,7%) à la le, et 0,28 e de l'éner-

s d'un son- opinion pu- e », com- ment lui- at. n° 1166, .22) que : ses préfè- (le dernier

es estiment budget de

91%), l'en- sommation

des crédits ale et mili- 3% et 16%

n peut re- Recherche conclusions de ce son-

Mitterrand du secret es : « L'E- verre. » A.

n publique, nt la notion plutôt que , entre au- public ».

ment réper- rement au 16 fév. 83,

profession- du SCPRI au secret es les per-, exerçant

qui mani- atières nu- ns prévues es mafiosi secret pro- le Hénaff

## Les bases américaines et la dernière tentative de coup d'Etat en Grèce

Papandréou juste après son élection.



Il y a quelques semaines, a eu lieu en Grèce une tentative de coup d'Etat contre le régime parlementaire et le Parti socialiste grec qui assume les fonctions gouvernementales.

Dans les journaux, on a écrit que cette nouvelle tentative de coup d'Etat avait été fomentée par des groupes fascistes paramilitaires et des officiers de l'armée, déçus par le régime en place. Pourtant, personne en Grèce ne doute que la nouvelle tentative de coup d'Etat ait été organisée par l'Etat démocratique américain, hautement spécialisé dans ce genre de choses. Qu'est-ce qui a pu faire agir le gouvernement américain de cette façon ?

Entre la Grèce et les Etats-Unis, se déroulent actuellement des pourparlers autour du statut des bases américaines (vingt-cinq au total) implantées en Grèce depuis la Seconde Guerre mondiale. Andréas Papandréou, principal fondateur du Parti socialiste grec (PASOK), qui a savamment exploité le sentiment anti-américain de la population locale pour accéder au pouvoir, a fait du slogan « indépendance nationale » son cheval de bataille.

Comme il est venu au pouvoir grâce au soutien des couches populaires moyennes et basses, il ne pouvait s'y maintenir longtemps sans respecter ses engagements. Mais pour accéder réellement à l'indépendance nationale, il fallait soustraire la Grèce de la Communauté européenne et de l'OTAN. Et se soustraire de la CEE et de l'OTAN aujourd'hui pour la Grèce, et compte tenu des structures politiques et économiques capitalistes, pouvait présenter le risque d'être isolé.

Sur le plan extérieur, le manque d'appuis diplomatiques pourrait actuellement se faire sentir dans le règlement de conflits nationaux (problème de Chypre et de la mer Egée).

D'autre part, pour sortir la Grèce de l'OTAN sans mettre les bases américaines à la porte reviendrait à donner un coup d'épée dans l'eau. D'où la nécessité pour le gouvernement socialiste grec de trouver une solution au problème des bases militaires américaines. Ce faisant il ferait d'une pierre deux coups : 1) il se présente devant son électorat comme respectueux de ses engagements. 2) Alors que le gouvernement demande au peuple grec de redoubler d'efforts, la reprise des slogans anti-impérialistes a comme but et effet de détourner l'attention de la population, souffrante en ces temps de crise, et de transformer la lutte sociale en lutte pour l'indépendance nationale. La droite et la gauche en Grèce sont tout à fait d'accord là-dessus pour des raisons électorales évidentes : ou bien les Américains payent un fort loyer pour rester en Grèce comme s'ils occupaient un local commercial, ou bien ils reprennent leurs bases et s'en vont.

Mais les Américains ont en main des atouts non négligeables. Ils disposent des grandes structures économiques et financières, et le fait est connu de Papandréou qui, malgré ses slogans électoraux, se main-

tient dans la Communauté européenne et garde des relations avec le capitalisme privé comme avec les pays à capitalisme d'Etat (Papandréou n'est-il pas allé jusqu'aux embrassades avec Jaruzelski lors des obsèques de Brejnev ?). Mais surtout, les Américains peuvent favoriser les provocations de l'armée turque du général Evren en mer Egée ou à Chypre. Enfin, sous couvert de lutte anticommuniste, ils peuvent inviter l'ensemble des courants fascistes grecs à œuvrer pour le renversement du gouvernement socialiste, ce qui s'est produit ces dernières semaines.

Les Américains ne sont pas disposés à lâcher leurs bases militaires en Grèce car jusqu'à présent ils les occupaient comme ils l'entendaient et se comportaient comme une armée d'occupation. Ils acceptent mal une restriction de leurs droits néo-coloniaux. Mais ils savent aussi qu'une dictature militaire serait difficilement acceptée par les membres de la CEE puisque ses statuts excluent la participation d'un pays à un régime totalitaire, et que la population grecque ne veut plus entendre parler de retour à un régime fasciste. Ce qui explique la mobilisation immédiate de cette population lors des rumeurs d'un coup d'Etat, ces dernières semaines. Cela ne veut pas dire qu'un coup d'Etat en Grèce, à l'heure actuelle, n'est pas possible ; mais que cette fois la population est décidée à combattre un régime totalitaire, et que s'il s'établissait, cela ne pourra se faire que dans le sang. Et c'est un inconvénient pour le gouvernement socialiste grec que d'apparaître comme un pouvoir menacé et éphémère.

En revanche, alors que la crise bat son plein, il trouve à court terme un bouc-émissaire sur lequel il attire l'attention de la population laborieuse. D'autre part, alors que des troubles ont lieu dans les casernes, le pouvoir profite de l'occasion pour liquider les comités de soldats et pour se débarrasser de certains officiers hostiles à la politique socialiste.

On peut faire à cette occasion deux remarques essentielles. Epurer l'armée de ses éléments putschistes est impossible, car elle est semblable à l'Hydre de Lerne, ce serpent dont les têtes multiples repoussent dès qu'on les coupe. Autrement dit, la structure de l'armée étant hiérarchique, toute tentative d'épuration reste vaine car derrière les officiers supérieurs gentiment remerciés, restent d'autres officiers d'un grade inférieur, mais beaucoup plus ambitieux.

L'armée est totalement réactionnaire en France comme en Grèce. Les ministres de la Défense, le Français Hernu et le Grec Drossojanis, ont pris à l'encontre des comités de soldats des positions aussi antisociales que leurs prédécesseurs. Prisonniers de leurs conceptions hiérarchiques, ils repoussent sans discussion toute idée de peuple en armes. Et c'est justement ce peuple grec, sans armes, qui pourrait finalement devenir la victime des conflits de pouvoir entre pro-impérialistes et anti-impérialistes.

Périclès KIRIACOPOULOS

# LA SITUATION EN U.R.S.S. : IMPLOSION OU EXPLOSION ?

DEPUIS l'avènement d'Andropov et le chapeutage spectaculaire de l'appareil d'Etat par le KGB, la pression ne fait que monter sans cesse davantage. Sur le plan social, les rapports se tendent à l'extrême entre la nouvelle équipe au pouvoir et les travailleurs. En effet, désireux améliorer la situation économique catastrophique du pays, le pouvoir veut augmenter à tout prix la productivité ; il emploie à cette fin les moyens qui lui sont coutumiers : sous prétexte de « moralisation » et d'élimination du fléau national qu'est la corruption, c'est un climat de terreur policière qui s'instaure. Comme cette campagne idéologique s'accompagne d'une révision des prix en hausse et des salaires en baisse, cela ne peut que provoquer des réactions chez les travailleurs, et en même temps des remous, paradoxalement, parmi la bureaucratie de base du parti, bousculée dans son train-train, étant habituée à plus de laisser-aller. Les bureaucrates ne sont pas les seuls mécontents ; la clique militaire se sent également frustrée par l'accaparement du pouvoir par le KGB envers le-

quel elle a toujours éprouvé un mépris certain, quoique mêlé de crainte.

Les nombreuses nationalités de l'empire s'agitent aussi, et comme la situation économique s'aggrave irrémédiablement, toutes ces diverses composantes constituent un mélange détonnant. Ainsi, sans passer pour un prophète, il est à prévoir que des événements se préparent au sein de l'empire lénino-andropovien, sans qu'on puisse savoir de quel côté viendront les premiers coups qui lui seront portés : sera-ce un prononciamiento d'une frange bonapartiste de l'Armée rouge, une révolution de palais opérée par la couche supérieure de la bureaucratie du parti, ou bien le fait des masses laborieuses, bien absentes de la scène dans tout cela ? La dernière hypothèse paraît, dans l'immédiat, improbable, compte tenu des rapports de force existants reflétés en particulier par le nombre élevé des prisonniers actuels du goulag (quatre à cinq millions), record mondial de la population pénitentiaire qu'il faut encore rappeler et toujours face à tous ceux qui accusent de passivité la population soviétique.

La manière traditionnelle utilisée par un régime fort pour désamorcer une situation intérieure tendue consiste souvent à lui trouver une échappatoire en des aventures extérieures susceptibles de recréer une « union sacrée » — on a vu récemment l'exemple de l'Argentine des généraux lors de la guerre des Malouines. C'est ainsi que Brejnev s'était lancé dans une stratégie d'expansion mondiale, au cours des années 1970. Son successeur semble disposé à poursuivre cette politique, à la différence près qu'il veut en transporter le centre de gravité en Europe dont le potentiel industriel et technologique est de plus en plus nécessaire pour pallier les carences du système moscovite. Une excellente préparation psychologique de l'opinion européenne est réalisée dans ce but par les bruits de bottes répandus dans les colonnes de l'Europe centrale de l'empire, tout particulièrement en Pologne, ainsi que la tension suscitée en ce moment à propos de l'installation des fusées Pershing dans les pays de l'OTAN. Sous prétexte d'établir, ou de rétablir, un équilibre de la terreur nucléaire, Moscou

exerce un chantage ayant pour but de « bluffer » l'Europe, afin de la « finlandiser », c'est-à-dire de la neutraliser militairement et de créer une base durable, profitable et complémentaire à des échanges économiques. Cela dit, on ne peut jamais savoir jusqu'où peut aller ce bluff, et quand on sait que les dinosaures du Kremlin ont complètement perdu le sens des réalités par leur mode de vie et leurs manigances en vase clos, on peut craindre une impasse militaire sous forme de conflit partiel ou même généralisé, conventionnel ou nucléaire. La fiction du « Docteur Folamour » peut, hélas, se transformer en morne réalité.

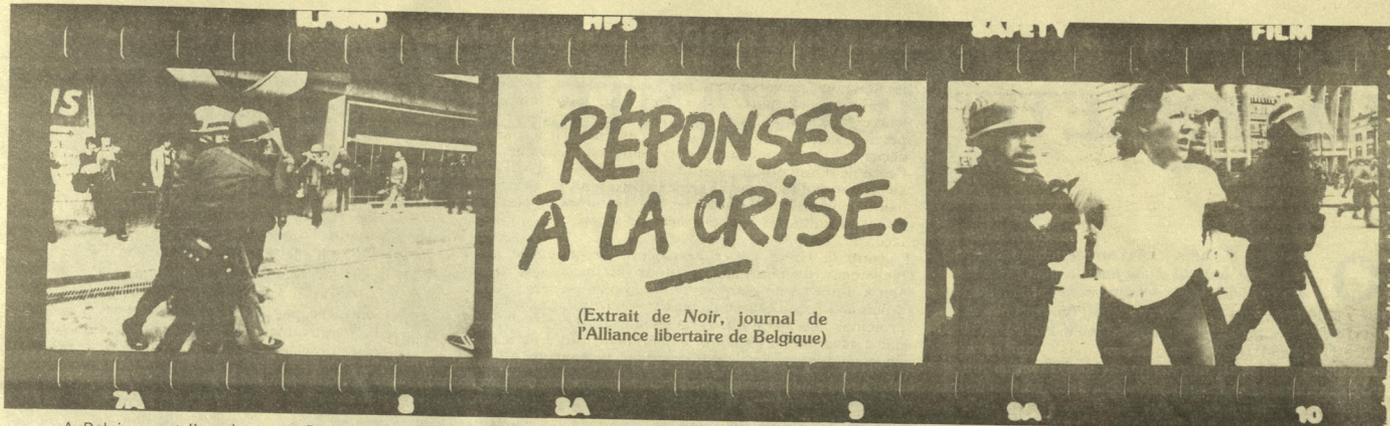
Que peut-on attendre, en face, de la part des gouvernements européens enlignés dans leurs contradictions capitalistes, et des travailleurs engourdis par la psychose de crise et d'austérité ? Peu de chose, à notre avis ; les uns et les autres chercheront toujours des compromis et des arrangements, soit par de savantes manœuvres diplomatiques, soit par l'intermédiaire des partis et des syndicats censés représenter les intérêts nationaux et sociaux. Serait-ce

ainsi le désespoir et le désenchantement qui devraient l'emporter dans nos esprits ? Contre toute évidence, les esprits libres, et du moins ceux qui veulent l'être et le rester, doivent, selon nous, tendre à alarmer les indifférents et les passifs sur les dangers de la situation internationale, de façon à sortir de la torpeur les forces vives de la population.

Comment ? En premier lieu en informant au maximum sur la réalité du système dit soviétique ; en second lieu — et surtout — en étant le plus possible solidaire des luttes menées à l'intérieur de ce système par les travailleurs et tous les opposants, cela par tous les moyens possibles et imaginables. Peut-être pourra-t-on ainsi favoriser les modifications des rapports de force au bénéfice des partisans de la vie et adversaires du totalitarisme moscovite et de l'holocauste ?

En tous cas, cela nous semble être la seule attitude envisageable pour l'instant pour tenter d'éloigner les lourds et sombres nuages qui se profilent à l'horizon.

Alexandre SKIRDA



La Belgique est l'un des pays industrialisés qui subit le plus la crise économique internationale. Tournée vers l'exportation — son marché intérieur étant évidemment trop petit — et trop dépendante d'une industrie classique, elle a bien du mal à résister à la concurrence. D'où la tendance du patronat à réduire les frais et la production. Ce qui se traduit pour les travailleurs par la mise au chômage et une diminution du pouvoir d'achat. Le seul pouvoir qui leur reste d'ailleurs !

Nous atteignons le demi-million de chômeurs complets indemnisés. Ce qui ne tient pas compte des demandeurs d'emploi, des chômeurs partiels, des exclus, etc. Dans les faits, on en arrive certainement à 800 000 chômeurs.

Quant au pouvoir d'achat, il diminue résolument ; quand ce ne sont pas les salaires qui diminuent, ce sont les prix, les taxes et les impôts qui griment... Ainsi, la récente hausse des taux de TVA ou l'augmentation des tarifs de trams et d'autobus.

Certes, la Belgique ce n'est pas encore le Zaïre, mais la misère — qui n'a jamais été éliminée — devient le lot quotidien d'un nombre croissant de personnes. Pensons au scandale des CPAS qui ferment !

Pourtant, la Belgique, avec ses 70% de travailleurs syndiqués, est le pays d'Europe de l'Ouest où les organisations syndicales sont les mieux implantées. Malgré cette position de force, les syndicats sont tout à fait incapables de riposter à l'offensive patronale. « Partenaires sociaux » liés aux partis politiques, jamais les syndicats n'engageront un combat révolutionnaire pour l'émancipation des travailleurs. Pire, ils n'arrivent même plus à défendre l'emploi ou le salaire de leurs affiliés !

On nous annonce la reconstitution du Front syndical et une manifestation pour le 26 février, à Bruxelles. Les mots d'ordre sont tout ce qu'il y a de plus dynamiques, combattifs et optimistes. En gros, cela donne : si vous n'augmentez pas le nombre d'emplois, du moins ne diminuez pas les salaires... Quel moral d'acier !

Seul un mouvement de masse — impliquant donc une grande partie des travailleurs syndiqués — peut arriver à mettre fin à cette situation. On ne peut concevoir ce changement sans au départ l'appropriation collective des moyens de production, et cette œuvre ne peut être réalisée que par des travailleurs organisés et déterminés.

Comment ces travailleurs,

actuellement encadrés par les syndicats et les partis réformistes, pourront-ils reprendre entre leurs mains la lutte pour leur émancipation ? C'est là finalement le nœud de la réflexion que propose l'Alliance libertaire.

Plusieurs possibilités nous sont offertes... On peut tenter un travail au sein des syndicats et essayer de faire prévaloir les idées anarcho-syndicalistes. On peut aussi tenter de mettre sur pied une organisation anarcho-syndicaliste en Belgique. L'un n'empêchant d'ailleurs pas l'autre ! D'autres solutions peuvent encore apparaître.

Cela peut paraître énorme si l'on tient compte de la situation actuelle du mouvement libertaire en Belgique. Cependant, dans ce domaine, tout change parfois très vite et ce qui hier paraissait impossible sera devenu banal demain. De plus, nous ne manquons pas d'atouts. Tout d'abord, le comportement des organisations réformistes qui mécontente de nombreux travailleurs et militants. Ensuite, il ne manque pas d'anarcho-syndicalistes éparpillés dans les syndicats. D'ores et déjà, nous avons des contacts avec plusieurs militants syndicaux. Dans un très court terme, on peut concevoir la mise sur pied d'une liaison anarcho-syndicaliste en Belgique. Sur le

plan professionnel, nous savons également que de nombreux professeurs du secondaire témoignent plus que de la sympathie pour les idées libertaires. Là aussi, on peut imaginer très bientôt la naissance d'une liaison d'enseignants libertaires. Et ce genre de « liaisons » peuvent se multiplier dans une foule de secteurs : les chômeurs, les lycéens... De « liaisons » en « liaisons », on peut imaginer en arriver à constituer une organisation anarcho-syndicaliste.

Sur le plan international, nous pouvons compter sur le soutien de la CNT espagnole qui vient de tenir son sixième congrès à Barcelone, du 12 au 16 février 1983. L'organisation anarcho-syndicaliste espagnole, qui fut le fer de lance de la révolution sociale de 1936, compte actuellement près de 90 000 membres à jour de cotisations. C'est peut-être peu par rapport à la classe ouvrière espagnole, mais cela en fait quand même une organisation de masse.

Qui plus est, la CNT se montre vraiment dynamique dans la recherche d'une renaissance de l'anarcho-syndicalisme. Ne sous-estimons pas non plus le soutien que peut apporter l'Association internationale des travailleurs (AIT), organisation anarcho-syndicaliste internationale à laquelle appartient la

CNT. Des sections de l'AIT existent en Suède, en France, en Italie, en Allemagne...

Enfin, on doit constater le développement du mouvement libertaire en Belgique. Plusieurs groupes anarchistes sont actuellement actifs. Nos compagnons flamands ont organisé le 12 février une journée de l'anarchie à Malines ; un mensuel paraît à Gand (*De libertaire toekoms!*), à Bruxelles, le « 22 mars » et l'Alliance libertaire s'active...

Nous maintenons toujours notre proposition d'un congrès anarchiste d'ici la fin 83. Nous devons être organisés pour 1984 ! L'Anarchie contre Big Brother !

Qu'on comprenne bien également le rôle des groupes anarchistes (d'une fédération anarchiste ?). Une organisation anarchiste n'est pas un instrument de la prise de pouvoir. Ce n'est pas un parti ! Son rôle consiste essentiellement en la diffusion des idées libertaires, en la coordination des campagnes. La transformation de la société sera faite par des organisations de masse autogérées à la manière des organisations anarcho-syndicalistes.

Dans la société nouvelle, les organes autogestionnaires prendront seuls les décisions. Il n'y aura plus de pouvoir politique, il n'y aura plus d'Etat.



ITALIE

# Franco Leggio arrêté !

DEPUIS quelque temps, le compagnon anarchiste Franco Leggio est enfermé dans la prison de Raguse. Il a été arrêté à la suite du verdict fasciste du tribunal de Vallo Della Lucania, qui l'a condamné à dix mois de prison ferme pour cutage à magistrat. Ce fait est en relation avec le procès du compagnon Giovanni Marini. A cette occasion, Franco Leggio avait dénoncé publiquement les brutalités subies par Giovanni Marini, en envoyant deux lettres aux juges dans lesquelles il dénonçait le comportement fasciste de la cour et des forces de l'ordre.

Cette énième provocation contre un compagnon anarchiste à la pointe du combat contre la construction de la base de missiles de Comiso est une tentative de criminaliser les activités

des compagnons au sein de la liaison autogérée. Ce n'est pas par hasard que le compagnon Franco Leggio se trouve aujourd'hui en prison à purger une sentence remontant à plusieurs années ; son arrestation est directement liée aux activités anti-militaristes et à la militarisation de la Sicile.

La coordination de la Liaison autogérée est solidaire du compagnon Franco Leggio et déclare que ces tentatives doivent pousser les compagnons à la vigilance et à une prompt riposte.

Liberté pour Franco Leggio et pour tous les compagnons enfermés dans les prisons d'Etat !

(Coordination de la liaison autogérée contre la construction de la base de Comiso).

## PRÉFACE

## LA SOCIÉTÉ MOURANTE ET L'ANARCHIE

PAR OCTAVE MIRBEAU

**O**CTAVE Mirbeau, l'auteur de romans réalistes (*Le Journal d'une femme de chambre*), de comédies (*Les Affaires sont les affaires*), fut également un de ces écrivains du siècle dernier influencés par les idées libertaires (CF. le dossier paru dans le ML n° 479).

A une époque où l'expression des théories anarchistes avait l'honneur des poursuites judiciaires systématiques, il n'hésita pas à rédiger, en 1893, la préface de *La Société mourante et l'anarchie*. Cet ouvrage était l'édition revue et augmentée d'une série d'articles parus dans les premiers journaux de tendance anti-autoritaire : *Le Droit social* et *l'Etendard révolutionnaire*.

Jean Grave, connu surtout pour sa participation à la rédaction et à l'administration des périodiques *Le Révolté*, *La Révolte*, *Les Temps nouveaux*, est l'auteur de ce livre qui subit, lors de sa seconde édition en 1894, les foudres de la justice. Lors du procès, des personnalités du monde littéraire et journalistique, tels Elisée Reclus, le géographe, Paul Adam, Bernard Lazare, Clémenceau, et l'auteur de la préface, Octave Mirbeau, déposèrent en faveur de l'accusé. Jean Grave fut quand même frappé de deux ans de prison et de mille francs d'amende pour provocation de militaires à la désobéissance, pour apologie des crimes de meurtre, de pillage, d'incendie...

Hier — comme aujourd'hui — la liberté d'expression se payait cher.

J'ai un ami qui met une bonne volonté, vraiment touchante, à comprendre les choses. Tout naturellement, il aspire à ce qui est simple, grand et beau. Mais son éducation, encrassée de préjugés et de mensonges, inhérents à toute éducation dite supérieure, l'arrête, presque toujours, dans ses élans vers la délivrance spirituelle. Il voudrait s'affranchir complètement des idées traditionnelles, des séculaires routines où son esprit s'engluie, malgré lui, et ne le peut. Souvent, il vient me voir et nous causons longuement. Les doctrines anarchistes, si calomniées des uns, si mal connues des autres, le préoccupent : et son honnêteté est grande, sinon à les accepter toutes, du moins à les concevoir. Il ne croit pas, ainsi que le croient beaucoup de gens de son milieu, qu'elles consistent uniquement à faire sauter des maisons. Il y entrevoit, au contraire, dans un brouillard qui se dissipe, peut-être, des formes harmoniques et des beautés ; il s'y intéresse comme à une chose qu'on aimerait, une chose un peu terrible encore et qu'on redoute parce qu'on ne la comprend pas bien.

Mon ami a lu les admirables livres de Kropotkine, les éloquentes, ferventes et savantes protestations d'Elisée Reclus, contre l'impunité des gouvernements et des sociétés basées sur le crime. De Bakounine, il connaît ce que les journaux anarchistes, ça et là, en ont publié. Il a travaillé l'inégal Proudhon et l'aristocrate Spencer. Enfin, récemment, les déclarations d'Étiévant l'ont ému. Tout cela l'emporte, un moment, vers les hauteurs



où l'intelligence se purifie. Mais de ces brèves excursions à travers l'idéal, il revient plus troublé que jamais. Mille obstacles, purement subjectifs, l'arrêtent ; il se perd en une infinité de si, de cas, de maïs, inextricable forêt, dont il me demande parfois de le tirer.

Comme hier encore il me confiait le tourment de son âme, je lui dis :

— Grave, dont vous connaissez le judicieux et mâle esprit, va publier un livre : *La Société mourante et l'anarchie*. Ce livre est un chef-d'œuvre de logique. Il est plein de lumière. Ce livre n'est point le cri du sectaire aveugle et borné ; ce n'est point, non plus, le coup de tam-tam du propagandiste ambitieux ; c'est l'œuvre pesée, pensée, raisonnée, d'un passionné, il est vrai, d'un « qui a la foi », mais qui sait, compare, discute, analyse, et qui, avec une singulière clairvoyance de critique, évolue parmi les faits de l'histoire sociale, les leçons de la science, les problèmes de la philosophie pour aboutir aux conclusions infrangibles que vous savez et dont vous ne pouvez nier ni la grandeur ni la justice.

Mon ami m'interrompt vivement :

— Je ne nie rien... Je comprend, en effet, que Grave, dont j'ai suivi, à la *Révolte*, les ardentes campagnes, rêve la suppression de l'Etat, par exemple. Moi qui n'ai pas toutes ses hardiesses, je la rêve aussi. L'Etat pèse sur l'individu d'un poids chaque jour plus écrasant, plus intolérable. De l'homme qu'il énerve et qu'il abrute, il ne fait qu'un paquet de chair à impôts. Sa seule

mission est de vivre de lui, comme un pou vit de la bête sur laquelle il a posé ses suçoirs. L'Etat prend à l'homme son argent, misérablement gagné dans ce baigne : le travail ; il lui floute sa liberté de toute minute entravée par les lois ; dès sa naissance, il tue ses facultés individuelles administrativement, ou il les fausse, ce qui revient au même. Assassin et voleur, oui, j'ai cette conviction que l'Etat est bien ce double criminel. Dès que l'homme marche, l'Etat lui casse les jambes ; dès qu'il tend les bras, l'Etat les lui rompt ; dès qu'il ose penser, l'Etat lui prend le crâne et lui dit : « Marche, prends, et pense. »

— Eh bien ? fis-je.

— Mon ami continua :

— L'anarchie, au contraire, est la requête de l'individu, c'est la liberté du développement de l'individu, dans un sens normal et harmonique. On peut la définir d'un mot : l'utilisation spontanée de toutes les énergies humaines, criminellement gaspillées par l'Etat ! Je sais cela... et je comprends pourquoi toute une jeunesse artiste et pensante — l'élite contemporaine — regarde impatientement se lever cette aube attendue, où elle entrevoit non seulement un idéal de justice, mais un idéal de beauté.

— Eh bien ? fis-je de nouveau.

— Eh bien, une chose m'inquiète et me trouble : le côté terroriste de l'anarchie. Je répugne aux moyens violents ; j'ai horreur du sang et de la mort, et je voudrais que l'anarchie attendît son triomphe de la justice seule de l'avenir.

— Croyez-vous donc, répliquai-je, que les anarchistes soient des buveurs de sang ? Ne sentez-vous pas au contraire toute l'immense tendresse, tout l'immense amour de la vie, par qui le cœur d'un Kropotkine est gonflé ? Hélas ! ce sont là des tristesses inséparables de toutes les luttes humaines et contre lesquelles on ne peut rien... Et puis... voulez-vous que je vous fasse une comparaison classique ?... La terre est desséchée ; toutes les petites plantes, toutes les petites fleurs sont brûlées par un ardent, par un persistant soleil de mort ; elles s'étiolent, se penchent, elles vont mourir... Mais voici qu'un nuage noirit l'horizon, il s'avance et couvre le ciel embrasé. La foudre éclate, et l'eau ruisselle sur la terre ébranlée. Qu'importe que la foudre ait brisé, ça et là, un chêne trop grand, si les petites plantes qui allaient mourir, les petites plantes abreuvées et rafraîchies, redressent leur tige et remontent leurs fleurs dans l'air redevenu calme ?... Il ne faut pas trop, voyez-vous, s'émouvoir de la mort des chênes voraces... Lisez le livre de Grave... Grave a dit, à ce propos, des choses excellentes. Et si après avoir lu ce livre, où tant d'idées sont remuées et éclaircies, si après l'avoir pensé, comme il convient à une œuvre de cette envergure intellectuelle, vous ne pouvez parvenir à vous faire une opinion stable et tranquille, mieux vaudra, je vous en avertis, renoncer à devenir l'anarchiste que vous pouvez être, et rester le bon bourgeois, l'impénitent et indémodable bourgeois, le bourgeois « malgré lui » que vous êtes, peut-être...

## expressions

## NOTES DE LECTURE

## « SÉBASTIEN ROCH »

par Octave Mirbeau

**S**ÉBASTIEN Roch est l'histoire d'un enfant dans les années 1860, dont le père, quinquagénaire, bourgeois et arriviste, décide un beau jour de parfaire son éducation en l'envoyant chez les jésuites, à Vannes. A 12 ans, Sébastien apprendra les dures réalités de la société qui confère aux riches et aux notables tous les mérites et qui écrase les petites gens, d'origine modeste comme lui. L'arrivisme du père, son souci de notabilité briseront la sensibilité de l'enfant.

Au séminaire des Pères, Sébastien ne connaîtra que les

vexations, les brimades et le viol sexuel perpétré par le Père de Kern, doux et affable la journée, pédophile à la tombée de la nuit. L'enfant, traumatisé, se taira d'abord, puis criera haut et fort cet abus. Mais le recteur du collège, soucieux de l'image de marque de son établissement, renverra Sébastien comme tant d'autres garçons victimes de la frénésie du Père de Kern et marqués à jamais dans leur chair et leur conscience.

De retour au pays, le petit Roch grandira sous l'œil réprobateur de son père qui « s'est saigné aux quatre membres

pour un fils ingrat ». Sa vie sexuelle ne sera qu'un long cauchemar et son amie d'enfance, Marguerite, malgré des avances incessantes, n'arrivera pas à lui faire oublier que l'amour n'est pas un péché immonde.

En 1870, Sébastien a 20 ans. Son père, pour lui éviter la conscription, achète un homme qui fera le service à sa place. Or la guerre éclate entre la France et la Prusse. Sébastien est enrôlé, mais fermement décidé à ne pas tuer. Il mourra quelque part dans la Sarthe entre les bras du seul ami qu'il

ait eu au séminaire, Bolorec, qui, lui, rêve de justice, de liberté, d'égalité et de fraternité, non pas au sens républicain, mais au sens humain.

Sébastien Roch, d'Octave Mirbeau, est le cri de haine d'un homme contre l'injustice, les jésuites et autres prêtres, « ces tueurs d'âmes, ces maîtres, sans amour, serviles, agnouillés devant la richesse comme devant un dieu, n'étant là dans la société que pour maintenir l'homme dans sa crasse intellectuelle, que pour faire des multitudes servilisées, un troupeau de brutes imbeciles

et couardes », contre la charité car « par elle le gouvernant et le prêtre perpétuent la misère au lieu de la soulager », contre l'héroïsme militaire « variété plus dangereuse et autrement désolante du banditisme et de l'assassinat », contre la guerre enfin « qui ne détruit que ce qu'il y a, dans les peuples, de jeune, de fort et de bien vivant : elle ne détruit que l'espoir de l'humanité ».

Un livre riche de sensibilité et de révolte.

Martine (liaison Bas-Rhin)



Photo « Paroles et Musique »

## Jacques Debronckart est mort

Nous avons appris la disparition, le vendredi 25 mars dans la soirée, de Jacques Debronckart.

Jacques — chanteur, compositeur, interprète — n'avait pas attendu la création de Radio-Libertaire pour manifester son soutien à notre organisation, en se produisant bénévolement aux différents galas organisés par notre journal : Le Monde libertaire. Répondant toujours à chacun de nos appels, il n'avait pu participer à notre dernier spectacle, à Bobino, sa maladie l'ayant contraint à se faire hospitaliser. Néanmoins, il nous avait fait parvenir un télégramme dans lequel il nous faisait savoir, selon ses propres mots, qu'il était « de tout cœur avec nous ».

Premier invité de Radio-Libertaire, nos auditeurs ont pu apprécier le ton chaleureux, le profond humanisme qui se dégageait de tous ses propos. Nous avions, à son adresse, la plus grande estime, tant pour ses qualités d'homme que d'artiste.

Jacques disparaît, mais, par ses disques, nous continuerons à l'apprécier et à le faire connaître.

Nous vous parlerons plus longuement de Jacques dans le prochain numéro du Monde libertaire.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

## « Pour qui vote l'oxygène »

Pour moi, van der Keuken était un inconnu. Je l'ai donc découvert à travers ce dernier film, ce qui fut une surprise fort agréable puisqu'il nous fait découvrir Amsterdam sous un jour inhabituel : celui d'une ville qui ne fait rien pour forcer les portes closes des maisons tout aussi closes que sont les médias officiels. Différents personnages (un punk, un baba cool, un immigré noir, etc.) nous font découvrir le milieu underground de l'art et des squats, sous la forme du « cinéma vérité », c'est-à-dire quelque part entre le reportage et la réalisation cinématographique, ce qui permet au réalisateur d'allier la vérité des personnages à la force des plans et du montage. Lorsqu'à cela on ajoute une musique électrique et déchirante, on ne fait rien d'autre que le constat social de la réalité d'une génération qui est bien loin de correspondre au profil bien gentillet du futur cadre moyen.

Avec le cinéma vérité, surgit ce type de question : le réalisateur doit-il prendre parti, et dans quel sens ? Dans cette optique, van der Keuken prend parti pour les personnages qu'il nous montre ; et de cela, je n'irai pas m'en plaindre puisque c'est justement ce qui permet d'éviter que le film ne se lance dans un

discours vide et qu'il ne soit asexué. Lorsqu'il y a, au contraire, concordance entre le « filmeur » et le « filmé », l'émotion passe plus facilement. Et même si d'autres expériences ont été exécutées et qui contredisent ce dont je vais faire état, ce film est un constat. Et là est sa force, mais aussi ses limites. Les squatters sont criants de vérité, puisqu'ils sont squatters ; et il en va de même pour le baba cool. La logique de ce type de films est d'une force impossible à récuser. Mais qu'en est-il du devenir des personnages ainsi filmés ? Les propos du cinéma vérité se conjuguent-ils au futur ? En tous cas, *Pour qui vote l'oxygène ?* se révèle incapable de le faire. Mais cette constatation n'est pas une condamnation de ce film : il faut se servir du travail de van der Keuken comme d'un point de départ pour une réflexion qui prend le contre-pied du pouvoir institutionnalisé.

Il nous reste à espérer que ce film attirera un public qui ne se limitera pas aux milieux squatters de Paris. Ce que l'on appelle « Grand Public » ferait bien de fuir la soupe servie dans un nombre incroyable de salles pour aller déguster ce que van der Keuken nous a mijoté.

Jean-Luc

CINÉMA

## « Archipel des amours »

Ce film est la somme (l'archipel) de neuf petits films ayant pour thème l'amour. Neuf cinéastes ont mis en scène des nouvelles cinématographiques de 10/15 minutes chacune. En fait, l'intérêt n'est peut-être pas tant dans le signifié que dans le signifiant. Le fait que neuf réalisateurs aient réuni leurs films pour n'en faire qu'un seul le montre bien. D'aucuns parleront (s'ils daignent se déplacer) d'« école », de « nouveau réalisme » peut-être, d'un « nouveau » quelque chose, quoi... Le fait est qu'il y a là un souci collectif de cinéma véritable, plein, entier. Le cinéma, loin d'être une littérature fixée sur la pellicule est une technique originale, mise en œuvre pour une certaine expression. Quelle expression ? Chaque mise en scène nous introduit dans le quotidien des personnages, nous sommes très près d'eux : ils nous sont complètement intelligibles. Evidemment, ces personnages sont néanmoins des fictions, et c'est là justement la réponse de cet archipel de cinéastes à un vieux débat sur le rapport de la mise en scène à la réalité. « Ce n'est pas une image juste, c'est juste une image », disait Godard. Ici, les neuf cinéastes de l'Archipel des amours tournent le dos à Godard. Il est vrai qu'il s'est tourné le dos à lui-même il y a déjà quelques années (*Sauve qui peut*).

Parlons un peu du film ! Paul Vecchiali — le plus connu du groupe — a sans doute le mérite d'avoir mis son nom en avant dans cette entreprise courageuse. Il n'empêche que son film n'est peut-être pas le plus intéressant ; si l'on en juge par la teneur des rapports amoureux dans ses précédents films (nettement phallogocentriques), on devine qu'il a dû faire là une découverte dont il a trouvé bon de nous faire part. Nous ne lui en voudrions pas, le film est rapide. En revanche, le film totalement ironique de Marie-Claude Freilhou, qui clôt l'Archipel des amours, est carrément superbe. Il vaudrait, à lui seul, le déplacement. On peut aussi se déplacer pour encourager l'audace de créateurs, d'artistes, dont le souci n'est pas le dosage d'ingrédients démagogiques de manière à faire un maximum d'argent, mais plus honnêtement la création artistique : cela mérite intérêt.

Tatie Marguerite



UNE émission « prisons » sur Radio-Libertaire, cela s'imposait !

Véritable miroir d'une société où règnent l'injustice et l'inégalité les plus totales, la prison apparaît comme le lieu où s'exacerbent les contradictions d'un ordre social incapable de résoudre les problèmes qu'il engendre.

A l'encontre des réformistes qui veulent aménager la prison pour la rendre plus « humaine », nous pensons que la seule démarche conséquente et réaliste reste la destruction de toutes les prisons, reliée au projet révolutionnaire qu'est la société libertaire que nous voulons.

Si notre émission est soutenue par cette finalité, la destruction des murs et des enfermements, nous nous attachons à dénoncer l'institution carcérale par des exemples concrets et actuels.

## « PRISON »

le samedi, de 19 h à 21 h sur Radio-Libertaire (89,5 MHz) sur Paris et proche région

Des invités, en rapport avec le thème, de par leur profession ou leur engagement personnel, contribuent à bien démontrer la réalité, les problèmes liés à la prison.

Informers, dénoncer, mais aussi être le lieu où s'établira le lien entre l'extérieur et les cellules (et inversement), voilà le contenu de notre émission. Il est évident qu'elle n'acquerra son intérêt, sa dynamique, qu'en fonction de la contribution de tous ceux qui sont concernés par la prison.

Si la prison est le moyen que la société inégalitaire se donne pour résoudre les méfaits qu'elle engendre, on peut dire que l'instauration d'une société d'hommes égaux fera que l'institution carcérale disparaîtra.

Notre émission n'est pas arrivée à sa fin. Le contraire, paradoxalement, nous ferait plaisir.

Cyrille et Térésa

## PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 30 mars : « L'invité quotidien » (20-22 h) : Benito Mercino et son disque *La Banda del Matese*.
- Jeudi 31 mars : « Sans frontières » (22-24 h) : suite de « les instruments à travers le monde ».
- Vendredi 1<sup>er</sup> avril : « La Bourse et la vie » : sur les agences de voyages organisés, avec l'UFC.
- « Le magazine libertaire » : « HOMMAGE À JACQUES DEBRONCKART » : avec Maurice Fanon, Jacques Serizier, Francesca Solleville, Monique Morelli, Jean Sommer, Brigitte Sauvanne, Rosalie Dubois, Christian Camerlinck, Benoit Ganne.
- « Le front des radios libres » (18-19 h) : Yves fait le bilan...
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : la Ligue des droits de l'homme.
- Samedi 2 avril : « Croissant show » : la musique classique, les musiciens classiques, avec Paname Orchestra.
- Lundi 4 avril : « Contact » (22-24 h) : les plantes, leurs propriétés, leurs usages..., avec les auditeurs au 262.90.51.

### Attention :

- du 15 au 20 avril : Radio-Libertaire sera au Salon du Livre ;
- du 24 au 30 avril : « semaine Marx » sur Radio-Libertaire.
- Une nouvelle émission : « Les raisons de la colère », le mercredi de 19 à 20 h.
- Tonton Gougoud nous quitte pour quelques mois... A bientôt !

## SÉLECTION TÉLÉVISION

- TF1 : le 2 avril, à 22 h 50 : *Etoiles et toiles*, une émission produite et présentée par Frédéric Mitterrand.
- Le 3 avril à 20 h 30 : *La Carapate*, long métrage de Gérard Oury, avec Pierre Richard, Victor Lanoux, Raymond Bussièrès, Jean-Pierre Darras... Printemps 68 à la sauce vaudeville.
- Le 4 avril, à 17 h 05 : *Empreintes. Naissance d'un siècle* : *Solidarność*, avec Jerzy Janiszewski.
- Le 4 avril à 20 h 30 : *Le Cheval d'Orgueil*, long métrage de Claude Chabrol, d'après le livre de P. Jahez Helias, avec Dufilho, en Breton superbe.
- Le 6 avril à 22 h : *Festival de Pau 1982*. Hommage rendu à Alexis Weissenberg durant 45 minutes.
- A2 : le 4 avril à 19 h 45 : *Le Théâtre de Bouvard*. Un quart d'heure salutaire.
- Le 4 avril à 22 h 20 : *Juste une image*. Magazine audiovisuel réalisé par l'INA. Un grand moment de regard.
- Le 6 avril à 14 h 05 : *Carnets de l'aventure*, présenté par Degeorges et réalisé par Dion.
- FR3 : le 3 avril à 18 h 45 : *L'Echo des bananes*, avec un hommage à Jimi Hendrix.
- Le 3 avril à 22 h 30 : *Tartarin de Tarascon* (1934), film de R. Bernard, sur une idée de Pagnol. Avec Raimu et toute la bande.
- Le 6 avril à 22 h 45 : le Centre national de la photographie présente : *Une Minute pour une image* (n° 66).
- Le 7 avril à 18 h 55 : *Tribune libre*. La Fédération anarchiste se présente durant vingt minutes.
- Le 7 avril à 22 h 30 : *La Vie en France*, de Philippe Alfonsi. Ce soir : *Appel au monde libre*, avec Cabu et Jean Gaumy.

# P OUR QUI SONNE LE GLAS



Il y a deux ans, au lendemain de la victoire électorale de François Mitterrand, j'écrivais dans notre journal : « les quelques mesures économiques que vont prendre les ministres nommés par le nouveau président panseront quelques plaies ; elles n'arrêteront pas une dégradation économique qui prend ses sources en dehors de l'hexagone et qui ne pourrait être enravée que par une distribution différente du revenu national. » Et j'ajoutais : « le déplacement des voix... relève non pas de convictions profondes, mais de cette fraction de l'électorat traditionnellement indécis et sans grandes convictions... Les lendemains qui chantent sont courts et les élections victorieuses sont souvent suivies d'une période d'inertie, salaire des échecs de la gauche et de son incapacité à transformer la société », et je donnais rendez-vous à nos lecteurs « dans deux ans, pour voir ! » Eh bien, nous y sommes !

Depuis deux ans qu'elle est au pouvoir, la gauche n'a pas pu freiner la détérioration économique du pays qui, d'ailleurs est le reflet de la détérioration du système économique occidental, pris à la gorge par la concurrence que lui font les pays en voie de développement qui, d'acheteurs, sont devenus vendeurs pour les fabrications usuelles sur lesquelles s'arc-boutent les économies de pointe. Et si dans le cadre du système elle a essayé une politique de relance de l'économie par l'augmentation des revenus moyens — contrairement à celle des autres pays du Marché commun — elle n'a pu le faire qu'en ayant recours à la politique de l'emprunt qui a pris le relais du soutien accordé par la Banque de France vidée de ses devises par la défense du franc. Et il est curieux de constater que ces deux politiques différentes, destinées à renflouer le libéralisme économique, ont également échoué.

Ainsi, l'Allemagne a rationalisé son appareil de production pour permettre à ses prix de rester compétitifs à l'échelon international. Le prix qu'elle a dû payer a été sévère : deux millions et demi de chômeurs et une diminution de près de trois pour cent du pouvoir d'achat de sa population. Elle a fait le pari de payer avec l'excédent de sa balance commerciale les allocations de chômage supplémentaires, tout en maintenant à sa classe industrielle des profits substantiels. Mais si le machinisme fait faire à l'entreprise des économies sur les salaires et les charges sociales, ils imposent au citoyen des diminutions de revenus et des impôts supplémentaires pour payer les allocations de chômage. Il n'y a pas de solution miracle dans le système capitaliste : l'argent qu'on distribue, il faut le prendre quelque part !

En France, les socialistes ont réussi, dans une certaine mesure, à contenir le chômage, c'est-à-dire à maintenir du personnel dans des entreprises qui ne sont

pas encore entièrement automatisées, mais les salaires et les charges que cela suscite alourdissent les prix de revient de la fabrication. Nos produits ne sont plus compétitifs, ce qui produit ce déficit catastrophique de notre balance des paiements. D'ailleurs, ni l'une ni l'autre de ces méthodes ne sont susceptibles de mettre fin à la crise ! Il s'agit simplement de bricoler le malade. Bricolage qui, en Allemagne, a pour objectif la sauvegarde du marché extérieur et en France une « socialisation » de surface dont la pierre de touche est le maintien de l'emploi avec la problématique des 35 heures.

Chez nous, les jobards qui hurlent en réclamant la modernisation de l'appareil de production « comme en Allemagne » ne voient pas que cette modernisation sera payée, « comme en Allemagne », par une augmentation du chômage, par une baisse du pouvoir d'achat, et qu'il faudra bien trouver du pognon pour payer les allocations !

Naturellement, pour les grosses têtes de l'économie libérale, la tarte à la crème qui doit sortir du gouvernement de ses ennuis économiques c'est « l'augmentation de la production, voire de la productivité » ! Produire pour qui ? Pour le Quart-Monde qui n'a rien à offrir en échange des objets qu'on lui propose ; pour le Tiers-Monde qui nous envahit de sa production banalisée et qui n'a pas encore besoin de nos produits sophistiqués ; pour nos concurrents des économies occidentales qui ont les mêmes problèmes que nous pour résorber le chômage, pour écouler leurs marchandises, pour protéger leurs frontières des objets venus d'ailleurs. Augmenter la production pour diminuer leur prix de revient et l'écouler en faisant jouer la concurrence avec les autres économies occidentales ? Les grosses têtes sont fatiguées ! Les marchés ne sont pas extensibles et, de par le monde, tous les pays font le même rêve que nous : vendre plus, acheter moins !

C'est dans ce climat économique que je viens de décrire que nous venons de changer de gouvernement ! Enfin, disons qu'on a changé de place un certain nombre de personnages qui appartenaient à l'ancien gouvernement. Pour produire un choc, paraît-il !

Le résultat des élections a été sévère pour la gauche et une fois de plus on a eu recours à la phrase consacrée : « Je vous ai compris ! » En vérité, les socialistes n'ont rien compris du tout. Les électeurs demandaient la lune aux candidats, c'est-à-dire le maintien des avantages acquis et l'obtention d'autres avantages. La quadrature du cercle, quoi ! Les candidats promettaient tout, mais les vainqueurs se sont trouvés devant un problème insoluble.

Le socialisme, avec son cortège de planifications, de nationalisations, de réglementations, avec ses aspirations à l'auto-

gestion, à l'égalité, à la justice sociale, au tassement des hiérarchies, ne peut pas s'accommoder d'un système dont les structures économiques, sociales, administratives, relèvent du libéralisme et des hiérarchies. Introduisez le socialisme, même à petite dose, dans un système de libre échange, il le déréglera, l'empêchera de fonctionner correctement, sans réussir à l'améliorer. C'est ce qui s'est produit ces derniers mois, donnant au pouvoir ce caractère incohérent. L'erreur du Parti socialiste, qui avait la majorité absolue au Parlement, c'est d'avoir conservé les structures de l'économie du profit (je ne parle pas des nationalisations qui ne sont qu'un aspect différent du système de classes). Il fallait modifier les rapports économiques pour que le socialisme se sente à l'aise. Et c'est naturellement l'incohérence de cette attitude qui a engendré l'inquiétude dans l'électorat et oblige aujourd'hui la gauche à faire machine arrière. Prise à la gorge par une crise que ses méthodes énervent, elle change non pas les gens en place, mais les gens de place, en espérant que ça ira mieux et que, de toute manière, ça ne peut pas aller plus mal.

Pour justifier les mesures que la majorité s'approprie à prendre (et qui, dans le cadre de l'économie en place et quelle que soit la couleur politique du parti au pouvoir, s'imposent), Mitterrand a parlé à la télévision ! Discours peaufiné pendant une semaine, à travers les salamahecs d'usage qui président à la formation d'un gouvernement ; discours lénifiant rempli de sentiments aussi nobles que vagues, qui a bien dû faire rire les gredins qui jouaient le franc à la Bourse jusqu'à ce qu'il en crève. L'homme paraissait désabusé. Son ton, qui se voulait gaullien, ne véhiculait plus que la petite monnaie du Général. Dans ces instants grandiloquents, il se maintenait dans le flou, laissant à Mauroy la corvée d'annoncer au bon peuple le volume des sacrifices qu'on va lui demander. Pourtant, sous les fleuves de rhétorique d'un discours de Troisième République, une vérité a jailli, aussitôt noyée sous le verbalisme. « Un monde meurt, a dit le président, un autre est en train de naître, mais entre les deux, le chemin est difficile. » Et c'est vrai ! La difficulté pour la société du profit, c'est la naissance d'une société nouvelle qui laisse en place les classes, mais également les avantages des clans politiques, intellectuels, industriels, paysans, qui se disputent les débris du système. Mais c'est également le problème des classes exploitées, frileusement abritées sous le parapluie que leur tendent les partis et qui laissent faire.

Aujourd'hui, nous savons à peu près à quelle sauce le gouvernement compte accommoder la crise. Il va frapper dur. Son projet aligne sa politique économique sur celle des autres Etats de la Communauté européenne, ce qui va se traduire par une diminution du pouvoir d'achat

et par une augmentation du chômage. Le dernier conseil des ministres a mis fin à la comédie du secret, et la vérité est apparue toute nue : impôts, taxes en tous genres, augmentation des tarifs, restriction monétaire, et j'en passe : le catalogue est dans tous vos quotidiens.

C'est une politique de droite, s'écriront nos gauchistes. Ce n'est ni une politique de droite ni une politique de gauche, c'est une politique : la seule politique susceptible de sauver le système capitaliste libéral. Le patronat et les syndicats hurlent ! Les bons apôtres ! Ce système économique, qui se désagrège sous leurs yeux, ils espéraient que ce serait l'« autre » qui en ferait les frais. Ils croyaient, les innocents, qu'on réglerait la situation de l'économie sans toucher à leurs avantages acquis, et leurs chefs leur répétaient que c'était possible en faisant l'économie de mutations profondes qui gêneraient leurs petites habitudes. C'est rapé !

Ce système économique, qu'ils ont, sinon voulu, du moins accepté avec un lâche soulagement, il va falloir maintenant le digérer. Finies les vaches grasses, les carottes sont cuites. Le problème est simple. Il faut accepter ou engager la lutte, non pas avec comme perspectives ces corrections aimables qui laissent en place les bonnes et chères habitudes et qui ajoutent un peu de beurre dans les épinards. Le réformisme n'est plus de saison lorsque du gâteau il ne reste plus que des miettes à se partager. Pour les économiquement faibles, une seule solution : se battre pour une transformation profonde de l'économie avec, comme perspective, un revenu égalitaire et une priorité donnée à la fabrication des objets usuels ; ou bien ce sera une dégradation de leur pouvoir d'achat, avant de franchir ces caps que sont d'abord le chômage puis la soupe populaire !

J'ai titré ce texte par une interrogation : Pour qui sonne le glas ? La réponse est simple : Le glas sonne pour les époques révolues de la facilité, où les matières premières se ramassaient à la pelle dans les pays du Tiers-Monde et pour nos industriels qui répandaient leurs babioles à travers le monde, sous les yeux émerveillés des peuples innocents. Le glas sonne pour l'humanisme et le réformisme candides qui attendaient de leurs discours sirupeux une prise de conscience des classes dirigeantes.

Le glas pourrait bien sonner pour une classe dirigeante sans entraves qui, depuis cent cinquante ans, presse les populations et leur envie la garde lorsqu'elles réclament pain ou justice ! Mais le glas pourrait également sonner pour une classe ouvrière avachie, qui n'a pas su se montrer à la hauteur de son destin. De toute façon, le glas sonne pour l'économie libérale de profit. Et finalement, à cette interrogation : Pour qui sonne le glas ?, c'est l'histoire qui répondra.

Maurice JOYEUX